ENGLISH PAGES : 11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.net
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXV, No. 18 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***29 avril - 6 mai 2015***

LE DÉCHARGEMENT DU BATEAU REMPLI DE SUCRE/DROGUES CONTINUE

Autres révélations spectaculaires

Le bateau dans un voyage aller simple; Haïti sa destination finale...

Par Léo Joseph

Le bateau confisqué par la Police haïtienne sous le regard vigilant des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA), la Brigade fédérale anti-drogue américaine, se trouve toujours en phase de déchargement. Arrivé au port Varreux, il y aura bientôt un mois, sa cargaison est en train d'être passée au peigne fin, car le manifeste fait état de 665 tonnes de sucre commandées par la maison Acra, plus précisément la société NABATCO; mais la fouille a révélé la présence de cocaïne et d'héroïne. L'importance de la cargaison de drogue, dont la quantité, selon des révélations faites par des agents fédéraux, pourrait être évaluée à plus de 300 tonnes, a permis d'ouvrir plusieurs pistes d'enquête. Car il faut identifier les hommes d'affaires liés à cette commande, et dont le bateau qui en assurait le transport était dans un voyage allers simple, avec Haïti pour destinations finale.

Michel Martelly, est-il au-dessus de tout soupçon dans l'affaire du bateau ?

En effet, au fur et à mesure que la fouille progresse, les policiers, qui participent à cette vaste opération, ont pu recueillir de nouvelles informations qui démontrent l'importance de la transaction ayant abouti à l'accostage du Manzanares dans le port de Varreux. Bien que la Police haïtienne laisse planer le doute sur l'origine et la destination du vaisseau, des informations de dernière heure ont confirmé que la cargaison était destinée à NABATCO, spécifiquement à l'ordre de Marc Antoine Acra. Contrairement aux déclarations d'un porte-parole de la Police haïtienne faisant accroire que le bateau avait jeté l'ancre au port de Jérémie ou à un autre wharf adjacent, des sources proches de la DEA ont indiqué que l'opération de déchargement/fouille s'effectue au port Varreux.

À qui appartient le bateau ?

Dans ses interactions avec la presse, les représentants de la Police se sont évertués à induire les journalistes en erreur, notamment en ce qui concerne l'identité de la personne qui avait placé la commande, et le port qui a accueilli le vaisseau. Toutefois, il n'existe plus de confusion concernant l'entité à qui est destinée la marchandise. Car Marc Antoine Acra a émis un communiqué dans lequel il assume la responsabilité de la commande, sans donner de détails précis concernent le contenu de la cargaison. Mais le grand secret de ce bateau reste son propriétaire.

En effet, on apprend que le Manzanares, un bateau battant pavillon panaméen avait embarqué son changement dans le port de Buenaventura, en Colombie, selon ce qu'a déclaré M. Acra dans son communiqué de presse. Marc Antoine Acra a expliqué que le transport du sucre importé par NABATCO est assuré par un vaisseau engagé par une société américaine, société qui se charge, dit-il, de l'acquittement de la facture du fret. Toutefois, dans ce document l'importateur du sucre colombien s'est gardé d'identifier la compagnie américaine ayant la responsabilité du transport.

Marc Antoine Acra dans l'incapacité de tirer les choses au clair.

Mais des révélations faites par des sources indépendantes ont précisé que Haïti est la destination finale du Manzanares. Ces mêmes sources ont indiqué que, une fois le déchargement effectué « *sans encombre* », le vaisseau allait être destiné à une nouvelle affectation.

En effet, ont encore expliqué ces mêmes informateurs, il était prévu que le Manzanares allait être repeint « *blanc et rose* », les couleurs de la Fondation Martelly, avant d'être converti en « *Hôpital humanitaire* ». Les informateurs n'ont pas indiqué si le bateau devait être rebaptisé d'un nom plus approprié à sa nouvelle vocation et plus identifiable à la communauté que le centre hospitalier flottant serait appelé à desservir.

À partir de ces données, il y a lieu de s'interroger sur le rôle du président de la République dans cette affaire à laquelle « *trempe presque toute le monde* », pour répéter un agent fédéral. Serait-il possible que les amis du chef de l'État identifiés comme parties prenantes de cette commande, reconnaissant l'« *œuvre humanitaire* » qu'il réalise dans le pays, surtout dans le secteur médical, auraient conçu le projet de lui donner ce vaisseau en cadeau, dans le but de faire avancer son travail ?

Disons aussi, en passant, que quand le Manzanares a été intercepté par la Police natio-

Suite en page 8

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FRAPPE FORT SUR LA TABLE

Pas d'élections aux dates fixées par le président Martelly

Le président Joseph MIchel Martelly.

Les préparatifs que le Conseil électoral provisoire (CEP) de Pierre Louis Opont et l'Exécutif sont en train de faire, en vue des prochaines élections annoncées par le président Martelly, ont l'allure d'exercices en futilité, une perte de temps. D'aucuns pensent que la persistance des décideurs haïtiens à maintenir le cap sur les élections, dans les présentes conditions, s'explique par le fait qu'ils pensent pouvoir quand même arracher des millions à la communauté internationale, partie prenante de la tenue des élections.

Evans Paul, le Premier ministre de facto, sera-t-il capable de délivrer les élections ?

Pierre Louis Opont face à un futur incertain a la tête du CEP.

Toutefois, les choses ont pris une direction tout à fait différente de celle prévue par les dirigeants haïtiens. Car les bailleurs de fonds traditionnels d'Haïti n'ont aucune intention d'avaliser ou de financer les élections selon le calendrier fixé par le CEP.

En effet, la communauté internationale, les États-Unis en tête, a averti les autorités haïtienne qu'elle ne financera pas d'élections en trois tours. Il y en a qui suggèrent deux tours, tandis que d'autres préconisent un tour unique.

Dans de telles conditions, il aurait été déjà demandé aux autorités concernées de modifier le calendrier électoral de manière à refléter la nouvelle réalité. En tout cas, selon un diplomate basé à Port-au-Prince, le Premier ministre de facto en a été informé. Lors d'une réunion des représentants des « *pays étrangers* » avec K-Plim, celui-ci a entendu ce message clairement. Sans appel.

Sur ces entrefaites, Evans

Suite en page 7

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 2

ARTS & SPECTACLES

Les soirées « *showdown* » face-à-face : Une nouvelle tendance dans le monde de la musique de danse haïtienne

Par Robert Noël

Le marché musical se trouve aujourd'hui confronté à de graves difficultés liées à plusieurs facteurs, entre autres, la crise économique, le répertoire lassant de certains groupes musicaux (*men m ti bagay la*), la redondance des affiches, etc. Les organisateurs de soirées dansantes se voient dans l'obligation d'adopter une nouvelle approche. Ils présentent des

La formation musicale Disip de Gazzman Couleur.

face-à-face aux soirées dansantes pensant qu'une telle initiative pourra changer la situation et refaire l'image de ce pauvre petit marché konpa dirèk.

En fait, ils n'inventent ou ne créent rien. Ils ont simplement utilisé un anglicisme pour dire double affiche. Cependant, certains d'entre eux ne comprennent pas le concept ou l'esprit « *showdown* ». Ils qualifient comme tel toute soirée où deux groupes musicaux sont engagés pour assurer l'animation. Ils négligent le rôle d'un « *showdown* » qui consiste à évaluer l'essence/la substance musicale des deux groupes musicaux à l'affiche. Il faut se rappeler qu'un *showdown* ne se fait pas sans l'assistance d'un jury capable de déterminer le meilleur performant des deux groupes musicaux.

Le « *showdown musical* » : Un concept mal compris et mal appliqué

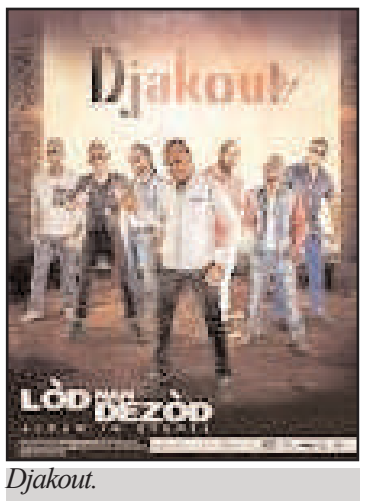
Une soirée « *showdown* » devrait servir de plateforme pour la mise en valeur d'un patrimoine culturel, dans le but d'offrir l'opportunité au public de découvrir l'esthétique d'une composition musicale ou d'une œuvre d'art. Il y a des règles et des pré-requis que le comité organisateur impose aux concurrents. Il faut bien que les décideurs de ces activités sachent de quoi il en est quand ils parlent de « *showdown* ». Les soi-disant « *showdowns* » souvent répétés causent plus de mal que de bien à ce marché musical déjà en détresse. Il n'y a aucun principe permettant de jauger la qualité musicale que les participants présentent. Cette stratégie peut, dans une certaine mesure, marcher aujourd'hui, mais ce ne sera pas pour longtemps. Elle ne pourra pas satisfaire aux exigences du public l'an prochain.

Il faut, dès aujourd'hui, que les musiciens trouvent d'autres moyens pour subsister. Le vent va changer de direction. Quand on présente deux mêmes groupes en « *showdown* » de façon répétitive, comme le font ces promoteurs, cela risque d'affecter les orchestres en question dans un futur pas trop lointain. Un *showdown* musical est une compétition/un concours où les compétiteurs reçoivent un ensemble de critères établissant les règles en fonction desquelles ils doivent présenter leurs compositions musicales devant un jury. Les membres du jury triés sur le volet doivent posséder la capacité musicale leur permettant d'évaluer les œuvres que les concurrents présentent dans le cadre d'un vrai « *showdown* ». Dans le marché musical konpa direk, une telle structure n'existe pas. Il serait préférable que les responsables parlent de double affiche au lieu de « *showdown »,* qu'ils utilisent à tort et à travers aujourd'hui.

La présentation d'une même double affiche : Un processus lassant et décourageant

Sans vouloir accuser une quelconque formation musicale, on se rend compte du nombre de fois que deux mêmes groupes musicaux se sont rencontrés dans l'espace de deux ou trois mois. Et rien n'a changé en ce qui a trait à l'avancement et au progrès du marché konpa direk. Cela montre clairement la confusion que créent ces soi-disant « *promoteurs* ». Leur faiblesse et leur incompréhension du business dans lequel ils s'embarquent les portent à induire le public en erreur, tout aussi bien les musiciens qui, aujourd'hui, ne parlent que de « *showdown* ». *Ti krik ti krak, se yon showdown.* En plus de tout cela, une telle stratégie ne fait pas avancer un groupe musical peu performant. Nous avons des exemples concrets pouvant confirmer une telle assertion.

Au début du mois d'avril, un promoteur avait présenté ce qu'il croyait être un « *showdown* » à Miami. Les deux groupes avaient bien performé. Mais cela n'a eu aucun effet sur les conditions d'existence de ces formations musicales. Le plus populaire des deux garde encore sa position et l'autre n'a pas avancé d'un iota dans le classement de la compétition musicale. Certains dirigeants d'orchestre pensent que les « *showdowns* » les rendent plus en demande ou bien leur confèrent une meilleure cote de popularité. Bien au contraire, ils se suicident lentement. Cela étonne plus d'un quand un maestro d'un groupe déclare que sa formation musicale est la seule capable d'offrir un « *showdown* » valable. On voit que même les musiciens utilisent ce vocable sans vraiment com-



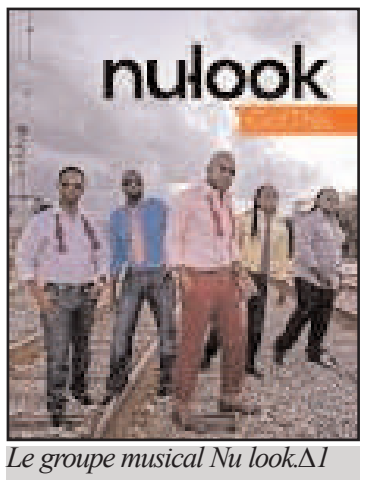
Djakout.

prendre sa raison d'être dans le monde musical. Cela ne peut nous étonner puisque certaines gens appellent couramment « *frigidaires* » tous les réfrigérateurs.

Dans un marché musical aussi fragile, une quelconque erreur de jugement d'une formation musicale peut causer sa descente rapide aux enfers. L'on comprend que le pain quotidien des groupes musicaux dépend seulement des soirées qu'ils animent, mais ils oublient qu'il existe d'autres alternatives. Ils n'ont jamais pensé à organiser des concerts. Quand on revisite le passé, on se rend compte que dans les années 70 les groupes musicaux haïtiens produisaient beaucoup plus de disques que ceux d'aujourd'hui. L'on se demande pourquoi ces musiciens ne peuvent pas prendre leur destin en main. Ils sont trop dépendants des organisateurs de soirées.

Un éveil de conscience collectif pour un meilleur lendemain

Tout est à l'envers dans ce marché musical. Sur la scène internationale de l'industrie de la musique, les managers engagent des promoteurs pour qu'ils organisent des spectacles pour les orchestres qu'ils dirigent. Tandis que sur la scène HMI, c'est le contraire qu'on observe. Les groupes qui s'autoproclament « *numéro un* » laissent l'impression qu'ils génèrent de bonnes recettes. Pourquoi n'investissent-ils pas dans leur propre business ? S'ils ne le font pas c'est peut être parce qu'ils se rendent compte que le business dans lequel ils s'engagent n'offre vraiment aucune garantie de sur-



Le groupe musical Nu look.Δ1

vie. Ils oublient sans doute que celui « *qui ne risque rien n'a rien* ».

Il est temps que les responsables de groupes, tout aussi bien les musiciens, fassent l'étude du marché pour comprendre le changement qui s'opère graduellement dans l'industrie musicale. Il faut bien qu'ils se mettent en tête que le changement est le seul paramètre constant dans la vie et qu'ils doivent satisfaire aux exigences du temps. Il arrivera une période où le premier sera le dernier, et rien ou bien personne ne pourra empêcher que cela arrive. Il serait intéressant si les musiciens empruntent d'autres voies pour changer la situation dans laquelle ils fonctionnent. Les musiciens rêveurs croient que cette « *industrie* » marche bien. L'espoir n'est pas encore perdu pour assurer le redressement de la situation. Il faut que nous nous débarrassions de nos préjugés qui nous font croire en une supériorité et un vedettariat que les vrais connaisseurs considèrent e totalement fictifs. Le « *showdown* » est une nouvelle tendance trompe-l'œil.

robertnoel22@yahoo.com

MAISON À VENDRE

Grande maison située à Delmas construite sur deux tiers de carreau de terre nivelée, dans le voisinage de l'église Pasteur Nérée. Zone résidentielle et tranquille. 6 chambres à coucher, 2 salles de bain, grand salon, électricité, eau, téléphone, grande cour. Option affaire : orphelinat, pension de famille ou résidence privée tout court. **Pour plus d'information, composez le 347-387-1840.**

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of serving the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
FrantzStudio.com
Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

MAISON A VENDRE

Grande maison double à Santo 19, bâtie sur une pro-

priété clôturée de 25/100, soit _ de carreau.

Évaluation formelle par un ingénieur accrédité. Située dans une zone tranquille, maison basse, spacieuse et attrayante répartie sur deux ailes attenantes, idéale pour deux familles. Comprend 5 chambres à coucher, 2 salles de bain, 2 salles à manger, 2 cuisines, 2 salons et 2 galeries.

Grande cour avec jardins, arbres fruitiers, puits, dépendances. Pour infos : 509-3430-5909 ou 509-3264-6957 ou 347-809-4502.

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 3

HEALTH NUGGETS FOR SMART PEOPLE

Did You Know…?

Volume 3, Issue 82

By Garry Emmanuel

Dr. Zeno L. Charles-Marvel, M.D., according to the following article, discovered a miracle medicine that is good to prevent diabetes, heart disease, and cancer.

Dr. Zeno L. Charles-Marvel asks the question: What if someone discovered a fantastic medicine that treats and prevents diabetes, heart disease, strokes, high blood pressure, and even cancer? Would you go to your doctor to get a prescription? What if you didn't have to go to the doctor to get the medicine, and didn't ever need to drop by the pharmacy to pick it up? How much would it be worth to you, and how much would you pay? Wouldn't you make sure you took it and insist that your children and loved ones take it too? I surely would!

Well, that "medicine" has been discovered, and what's more, it has been shown to prolong life, improve mental ability, combat depression, and allow you to experience deeper emotional and spiritual connection when used in the appropriate doses. It is, however, not free, even though you don't have to shell out big bucks to get it. The currency that you pay is time … and the miracle medicine is **walking**. Surprised? Probably not!

It seems that most of us know deep down that we should be more active … and what's a more natural activity than walking? What may be new to you is the extent of the benefits that even short bouts of walking (10 minutes, three times per day for 3 to 6 days, per week) can bring. So let's look at a few.

Among North Americans, diabetes is growing at epidemic rates. It's becoming hard to find somebody who doesn't know somebody with diabetes or doesn't have diabetes themselves. Evidence strongly indicates that walking reduces your risk of getting diabetes; and if you already have it, walking helps control it. In October 1999 research showed that one hour per day of walking (even doing physically active housework) can give similar results as seen with more vigorous exercise, such as swimming or jogging. According to the Harvard researchers, what is important is the total amount of energy used in the activity, not necessarily how it is accomplished. Walking reduces your risk of diabetes by helping your body to use the natural anti-diabetes hormone, insulin, more efficiently and effectively.

Walking also helps you keep extra flab and pounds off. While it is unlikely that you will lose a great deal of weight by just walking a few minutes per day, the combination of a prudent adjustment to your food intake and food choices along with a walking plan can literally do wonders. Losing weight itself will bring with it multiple health benefits as well as a greater sense of accomplishment, especially as you see the dress sizes decrease and the belt notches increase!

Women who walk during pregnancy are less likely to have miscarriages and are more likely to have easier labor than those who are inactive. Walking also helps pregnant women keep from gaining too much weight, while improving their stamina. This allows for a much more pleasant and enjoyable pregnancy, as well as a smoother and safer delivery.

Walking, however, does not have just physical benefits. Many people walk for social, mental, and spiritual well being, as well as for fitness. Many find that walking can lead to a deeper spiritual and religious life, and allows time for play and socializing that can be fun and healthy.

Walking increases the flow of the blood to the brain. Can you spend 45 minutes a day walking at a brisk pace (16 minutes per mile?) Research has shown that this time spent walking increases the thinking skills of people over age 60. With the brain functioning better, you are able to commune better with yourself and with the Creator.

Walking allows you time to ponder and consider deep and fundamental questions that every human being will face some time or another. What is the meaning of life? Is there any purpose for my living? Am I fulfilling that purpose? Am I just occupying space, or making the world a better place? What is the best choice that I can have for the rest of my life? Have I been forgiven for the things that I have done, and do I have the calm spirit of forgiveness for those who have offended me? What am I supposed to do? At some time in our lives we ask these questions, but to get the answers requires time … time to think. Walking allows you to clear the line and clear your mind, then allows you to see yourself as a whole person. This is important since most of us long to be complete, to connect with one another, and to commune with the nature about us.

Walking can also be a tool to connect you with the God of nature. One author has suggested that as she walks, she takes the time to see the beauty about her in people she sees passing by or with whom she walks. She also appreciates the things you and I may take for granted, such as the trees, flowers, small and not-so-small animals, or even the blue sky and the rain. It is said that on a clear day while you walk you may feel like breaking out in song and being thankful can come easily. It is known that the rhythm of walking helps integrate the body and mind and may facilitate your being more open to more spiritual things.

Doctors and psychologists recognize that walking and other exercises can lead to the release of the "happy" chemicals called endorphins and enkephalins. Even people who walk at a slow rate can notice the change in mood. Regular walking can be used as therapy and has been recommended by physicians and therapists to relieve the pressure of life, since the experience of pressure is related to brain chemistry. The release of endorphins when you walk can help you to achieve naturally what many prescription drugs and herbs try to do … without side effects, except, of course, you might become fit!

As a stress reliever, walking is close to the top of the list. One experiment of college students showed that those who were walkers had lower stress levels than those "couch potatoes" and "sofa pumpkins." They were also less stressed than even those who engaged in strenuous physical exercise! Feeling your body move and getting in tune with the rhythm of your body is a stress reliever. There is an added bonus, too, when you couple walking with being outdoors and breathing fresh air … you will be a triple winner!

Walking has social aspects, as well. I walk with my patients whenever it's appropriate. When I have business appointments, I'm much more likely to be walking and talking than "lazing and glazing." Try it sometime! As you walk with your spouse, loved ones, and children, you can obtain lasting memories and tight family values, and you will have the opportunity to play and connect in ways that are not possible sitting in front of the television. Taking a stroll after dinner and holding hands with the one you love can strengthen a strained relationship and enhance the social life.

Also, walking with a committed partner or friend can help you keep yourself motivated and reduce the habit of skipping out or overdoing. Today we have so many gadgets and gizmos that help to give us extra "free" time, but in our free time to become closer, we often overwork and entertain ourselves, much to our detriment. Developing a walking habit can cut through some of the clutter of the modern life. It is almost impossible to walk together with someone for a half hour without sharing a conversation. To remain silent and to keep to your heart hard is a struggle during a good walk with a companion.

While women seem to gravitate more naturally to social walking, men benefit too. A research study from Boston University published in August 2000 showed that men who walked briskly for two miles a day reduced their risk for sexual dysfunction. This was true whether men kept on exercising from their youth or took up exercising at middle age.

The take-home message: it is never too late to start. So let your walking replace other habits that are known to decrease sexual function, such as cigarette smoking and alcohol use. You'll feel better, look better, and have a much more fulfilled and enjoyable life.

There it is … and it's all yours! Miracle medicine! You don't need a prescription. You don't even need the latest expensive or amazing exercise gadget that fills the airwaves on infomercials! All you need are two limbs to walk on, a good pair of walking shoes, and a safe place to walk. You can walk up stairs, at home, or at work. You can walk around the house, apartment yard, or parking lot. You can walk on a school track, at the Y, or in the mall. But nobody can do it for you! You can do it; you can make the time if you take the time! What are you waiting for?

Source: Vibrant Life Magazine pp. 38-41/January-February 2001

The challenge: If you want to enhance the quality of your health and your immune system, perhaps it is time to consider including walking exercise in your daily agenda. So in the end, as with everything else, what you do with this information is as always up to you. But do remember, prevention is better than healing and your health is the most precious asset you have. It is up to you to choose how to preserve it. *Let us launch today our walking awareness campaign for a happier, healthier, stronger, and richer 2015!*

Food for Thought: ***"Your daily choices determine the quality of your health. Your lifestyle reveals your choices."***

Disclaimer: The information contained in *Health Nuggets for Smart People* is for general information or entertainment purposes only and does not constitute professional health advice. Please contact your personal physician or an independent health professional for advice regarding your specific situation.

April 29, 2015

Des pincettes de terre déposée dans une urnes en 1983 passées pour être les restes de

Toussaint Louverture

Seules des études archéologiques poussées, avec une technologie de pointe appliquée pourraient avancer des preuves irréfutables que le grand vase doré exposé au MUPANAH contient indubitablement les restes du précurseur de l'indépendance d'Haïti. Mais nous n'avons pas besoin d'en arriver jusque-là pour comprendre la légèreté avec laquelle la « présidence à vie » a manœuvré ce dossier à l'-inauguration du plus grand musée national, en avril 1983. Et que de compatriotes, de visiteurs, d'hommes d'État, de dignitaires se sont inclinés devant cette urne sans état d'âme apparent. Mais un simple mémorandum du ministre des Affaires étrangères Jean-Robert Estimé enfoui dans les archives du temps, mais retracé, dévoile tout le mystère. En effet, des informations déclassées, pour faciliter le travail d'un journaliste-investigateur, seraient le dernier cadeau que feraient les gouvernements haïtiens à la presse locale. Sachant bien que, depuis la nuit des temps, le sort de l'île se dispute à l'extérieur, nous nous sommes rabattus sur les grandes bibliothèques internationales en ligne des pays occidentaux, pour remuer le passé. Le ´diguer'. Tous les points déterminant notre présent avec un passé oublié hypothé quant lefutur, se trouvent inscrits. Ainsi sommes-nous remontés à la genèse du Musée du Panthéon national jaïtien (MUPANAH), pour nous interroger sur la provenance de l'une des pièces rares entrant dans notre patrimoine.

Un musée, selon une brève description élaborée par le Conseil international des ,usées (ICOM), est « *une institution permanente sans but lucratif au service de la société et de son développement ouverte au public*». Dans un musée, a fait remarquer l'ICOM, nous sommes appelés à « *acquérir, conserver, étudier, exposer et transmettre le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation* ». Nous n'avons pas le droit à l'erreur, ni au mensonge. Il paraît d'autant plus hideux quand le mal fut mis à découvert et remis en question. Dans un musé est exposé le vécu d'un peuple, le passé d'un homme qui a marqué sa génération, et qui s'était transcendé. D'où la rigueur de l'authenticité des pièces à exposer.

Au MUPANAH, en mai 1985, un groupe d'étudiants du secondaire du CIC des Gonaïves, lors d'une visite guidée par une cicérone, savant à peine ce qu'il faisait, nous (les étudiants de la terminale du CIC) très émus, avions demandé à nous recueillir devant l'urne contenant les restes de Toussaint Louverture. Ce fut un grand moment de méditation. Le silence fut net et complet. Nous entendions des voix du cœur remercier le général défunt pour la route tracée à l'indépendance du pays. Ses moindres faits et actes de bravoure posés, relatés dans l'histoire nous revenaient en mémoire. Ensuite, nous nous sommes rappelé des dernières paroles de Toussaint adressées à son fils Placide en France, avant de prendre des chemins distincts, pour ne plus se revoir de leur vivant. Il lui avait clairement dit : «*Mon enfant, vous reviendrez un jour à Saint Domingue. Oubliez que la France a assassiné votre père* ». Nous avions dès lors compris qu'en fait, le général parlait de lui. De ce qui restera de lui quand il sera dans sa gloire. Qu'un jour viendrait où sa terre natale, sa vraie patrie allait le rétablir dans toute la dimension de son être, pour avoir livré à succès, le vrai combat, suivi d'actes concrets avec une relève bien assurée.

Grande fut alors notre stupéfaction d'apprendre, à la lumière d'une première correspondance échangée en novembre 1982, entre la Chancellerie haïtienne et le Consulat de France, qu'il n'y avait que de petites pelletées de terre recueillies au Fort-de-Joux, à être introduites dans une urne. Si les restes de Toussaint Louverture étaient aussi facilement repérables et indexés, tout comme ceux de Jean-Pierre Boyer, reposant au cimetière Père Lachaise, en France, le président Lysius Salomon, en 1883, serait le premier chef d'État haïtien à rendre hommage au grand génie de la race noire. M. Salomon connaissait la Métropole mieux que tout autre chef d'État haïtien passé ou futur, pour y avoir longtemps vécu dans les missions diplomatiques haïtiennes, à Paris.

Geste symbolique à défaut d'entrer en possession de ses vrais restes, on peut être tous tombés d'accord, mais persister à faire croire que Toussaint Louverture, à sa mort, a regagné sa patrie, dans une urne, c'est farfelu. Ce mensonge historique perd bien longtemps l'essence de sa dimension. Si l'Empereur Dessalines, mort à 40 ans, a attendu presque 40 ans (octobre1845) pour être placé sous l'autel de la patrie, le gouverneur-général de Saint Domingue, quant à lui, a eu le président Lysius Salomon à avoir une pensée bien spéciale pour sa personne. En 1883, soit quatre-vingt (80) années plus tard après sa mort, toute trace de ses restes était déjà dissipée. Son âme tutélaire veillait sur la jeune patrie en mal de créer un État-Nation. Il y eu même des documents, avant les grands travaux de restructuration du Fort, vers 1876, relatant la prise en charge des restes de Toussaint par son fils Isaac. Tout ceci pour expliquer que les pelletées de poussière recueillie au Fort-de-Joux, sur requête du « *gouvernement à vie* », n'a plus sa raison d'être.

Avant Jean-Claude Duvalier, en novembre 1982, deux autres anciens présidents haïtiens, Sténio Vincent et François Duvalier, planchaient sur la question. Ils avaient eux aussi manifesté un intérêt particulier, dans les recherches sur l'exactitude de l'emplacement des restes du général Toussaint Louverture, aux fins de rapatriement. Ils écrivirent une lettre d'intention à leurs homologues français.

Il eut été dit au premier que les travaux de rénovation effectués au Fort-de-Joux, entre 1876-1880, avaient permis le déplacement de tous les ossements en une seule fosse commune. Donc il devenait impossible, voire difficile, de remonter à l'emplacement exact où le Génie fut inhumé. Vincent, probablement, voulait faire apparaître un sens de patriotisme éclairé, pour couvrir l'ombre de l'occupation.

Au second, Papa Doc, écarté et un peu méprisé sur la scène internationale pour le qualificatif de despote, le général De Gaule fit une fin de non recevoir. Ensuite, il ajouta «... *quel intérêt ont ces gens à réclamer les restes d'un ancien général français ?* ». Mais les temps ont changé, et le fils du tigre a réussi. « *Malfini vole, li pa jwenn ti poul li pran pay* ». JCD, en attente de fouler lui-même le sol français, en 1986, demanda à humer de la poussière de Fort-de-Joux. Aucun problème, il est servi et les pompeuses cérémonies eurent lieu le 7 avril 1983.

Pour l'histoire et pour la vérité, est reproduit en-dessous, l'extrait d'une correspondance du chancelier haïtien d'alors, Jean-Robert Estimé adressée à Marcel Barthélemy, ambassadeur de France à Port-au-Prince.

« *Port-au-Prince, le 11 novembre 1982*

« *Monsieur l'Ambassadeur,*

« Me référant à nos dernières conversations, j'ai l'honneur de vous adresser, par la présente, au nom du gouvernement haïtien, une requête officielle afin que le gouvernement français accepte à restituer à la République d'Haïti les restes de ToussaintLouverture et ceux de Jean-Pierre Boyer, qui se trouvent respectivement aux Fort de Joux dans le Jura et au Père-Lachaise à Paris.

Le gouvernement haïtien n'ignore pas les difficultés inhérentes au repérage et à l'identification des ossements de Toussaint Louverture, dont la dépouille mortelle avait été placée dans une fosse commune qui fut soumise à divers mouvements de terrain sur laquelle, semble-t-il, des constructions auraient été érigées depuis lors.

« *S'il s'avère vraiment impossible de retrouver avec certitude les restes du Grand Précurseur, le peuple et le gouvernement haïtiens souhaiteraient que la France, dans un geste de grande portée symbolique, remettre à la nation Haïtienne, avec l'éclat et le faste qu'elle jugera nécessaires, une urne contenant de la terre provenant de l'emplacement où le corps a été inhumé.*

« *Restes ou une urne pourraient être solennellement installés au Musée du Panthéon national à l'occasion de son inauguration en avril 1983.*

« En vous remerciant des suites que vous voudrez bien donner à la présente requête, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Jean-Robert ESTIMÉ
Secrétaire d'État

A Son Excellence Monsieur Marcel Barthélémy, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

3 mai : Journée mondiale de la liberté de la presse

Par Rosie Bourget

La liberté d'expression est inhérente à la liberté de la presse. Elle est considérée comme une faculté fondamentale et est inscrite dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme.« *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et*

Rosie Bourget.

d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.». Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 10 décembre 1948, article 19. Rattachée à la liberté de la presse, la liberté d'expression est également en lien avec la liberté d'association, la liberté de réunion, la liberté de manifestation et le respect d'autrui.

La presse désigne l'ensemble des moyens de diffusion de l'information écrite, et par extension l'ensemble des média d'information. La presse peut se diviser en différentes catégories, en terme de : rythme de parution (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, bimestriels etc.), contenu (presse généraliste et presse spécialisée), nature (information, divertissement, scientifique, etc.), et support (papier et en ligne).

Quand on parle de liberté de presse, de quelle liberté s'agit-il ? Celle des propriétaires ? Celle des journalistes ? Du droit du public à l'information ? Qui est vraiment libre et libre de faire quoi ? L'accès au savoir et à la compréhension pour les populations est permis par la presse. Or, pour cela la liberté de la presse doit être garantie : une presse censurée donne des informations fausses et tronquées. La libre diffusion des idées et des informations est capitale, car elle permet aux populations de faire respecter ses autres droits. Bien souvent, ce sont les plus défavorisés qui n'ont pas accès à l'information. La privation d'information les enferme plus encore dans leur situation. Pour les aider à en sortir, il faut commencer par les informer sur les droits et sur les moyens qu'ils ont pour les défendre. Cela passe par la presse, et par la presse libre.Les populations peuvent ainsi réagir face aux décisions qui les concernent et participer au débat public.

La presse écrite est apparue dès la Renaissance, sous la forme de simples feuilles volantes, vendues clandestinement en librairie ou par colportage. En 1789, la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen stipule dans son article 11 que *« la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement* ». L'invention de l'imprimerie (années 1450) et la Révolution française (1789) n'ont pas suffi à réellement développer la presse. La censure est encore très présente et ce n'est qu'au milieu du XIXe siècle, avec la Révolution industrielle, qu'elle se développe effectivement. La loi sur la liberté de la presseest votée le 29 juillet 1881, garantit l'indépendance des médias. L'article Ier énonce que « *l'imprimerie et la librairie sont libres* ».

Au niveau international, la Déclaration universelle des droits de l'homme déclare, en 1948, dans l'article 19 que « *tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression* », ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit».En France et dans d'autres pays démocratiques, la presse est libre. Il ne faut pas oublier que cela n'est pas le cas dans beaucoup de pays, où la censure sévit. Il reste encore beaucoup de travail à faire sur dans ce domaine, c'est notamment pourquoi la Journée internationale la liberté de la presse existe.

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été instaurée en décembre 1993 par l'ONU, suite au séminaire pour le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste à Windhoek, en Namibie (1991). Ce séminaire a conduit à l'adoption, le 3 mai 1991, de la Déclaration de Windhoek pour la promotion de média indépendants et pluralistes. Cette date anniversaire a été retenue pour célébrée la Journée mondiale de la liberté de la presse. Chaque année, le 3 mai est l'occasion d'informer et de rappeler les principes de la liberté de la presse. La liberté de la presse et d'expression est un droit à défendre, c'est un fondement de la démocratie qui est trop souvent bafouée. C'est également l'occasion de rappeler et de rendre hommages aux journalistes tués ou emprisonnés pour avoir transmis l'information.

La presse et les média sont-ils libres ?

John Swinton, l'ancien chef du personnel du *New York Times* (que ses pairs appelaient « *le doyen de la profession* ») fut prié un jour de porter un toast devant le New York Press Club. Cela se passait en 1953, et il dit « *Une presse indépendante n'existe pas en Amérique — sauf peut-être dans de petites villes au fin fond de la campagne. Vous savez cela et je le sais aussi. Aucun de nous n'ose exprimer sa propre opinion, honnêtement. Oseriez-vous le faire, vous savez mieux que quiconque qu'elle ne serait jamais imprimée.*

« *On me paie 150 dollars par semaine pour taire ma propre opinion et ne pas la publier dans les journaux pour lesquels j'écris. Vous aussi vous avez un salaire équivalent, et pour des services équivalents. Si je faisais en sorte qu'un seul numéro de mon journal exprime une opinion honnête, en moins de 24 heures je perdrais ma place. Comme Othello. L'homme qui serait assez fou pour écrire ce qu'il pense réellement se retrouverait aussitôt dans la rue à chercher du travail » (..) La fonction d'un journaliste de New York est, mentir, déformer, insulter, lécher les bottes du dieu Argent et vendre son pays et sa race pour son pain quotidien. Nous sommes les outils et les vassaux des riches derrière les décors. Nous sommes des marionnettes. Ces hommes tirent les ficelles, et nous dansons. Notre temps, nos talents, notre vie, nos* aptitudes sont tous la propriété de ces hommes. Nous sommes des prostitués intellectuels » (Cité par T. St John Gaffney dans *Breaking the Silence*, p 4).

Il faut encore ajouter la reprise par les grands média transformés en organes de propagande, en particulier la chaîne Fox News (Cf. le documentaire de Robert Greenwald, Outfoxed 2004), des mensonges de la Maison Blanche à propos de l'Irak. Les journaux n'ont ni vérifié ni mis en doute les affirmations de l'administration Bush. S'ils l'avaient fait, un documentaire comme Fahrenheit 9/11, de Michael Moore n'aurait pas eu un tel succès, l'information qu'apporte le film étant disponible depuis longtemps. Mais occultée par les média.

Même le *Washington Post* ou le *New York Times* ont participé au « *bourrage de crâne* », comme l'a bien montré un spécialiste des média, John Pilger : «Bien avant l'invasion, ces deux quotidiens criaient au loup pour le compte de la Maison Blanche. A la « *une* » du *New York Times*, on pouvait lire les titres suivants : «*Arsenal secret [de l'Irak] : la chasse aux bactéries de la guerre*», «*Un déserteur décrit les progrès de la bombe atomique en Irak* », « *Un Irakien parle des rénovations des sites d'armes chimiques et nucléaires* », et «*Des déserteurs confortent le dossier américain contre l'Irak, disent les officiels* ». Tous ces articles se sont révélés de la propagande pure. Dans un courrier électronique interne (publié par le *Washington Post*), la journaliste vedette du *New York Times*, Judith Miller, admit que sa source principale était Ahmed Chalabi, un exilé irakien et un prévaricateur condamné par les tribunaux, qui avait dirigé le Congrès national irakien (CNI) basé à Washington et financé par la CIA. Une enquête du Congrès conclut plus tard que presque toute l'information fournie par M. Chalabi et d'autres exilés du CNI était sans valeur (John Pilger, «*Quand les mots font écran à l'histoire* », *Le Monde diplomatique* », octobre 2004).

Un officier de la CIA, Robert Baer, a révélé comment fonctionnait ce système d'intox : « *Le Congrès national irakien prenait ses informations auprès de faux déserteurs et les refilait au Pentagone, puis le CNI passait ces mêmes informations à des journalistes en leur disant : " Si vous ne nous croyez pas, appelez donc le Pentagone." Vous aviez ainsi une information circulant en boucle. Comme ça, le New York Times pouvait dire qu'il avait deux sources sur les armes de destruction massive en Irak. Le Washington Post aussi. Les journalistes ne cherchaient pas à en savoir plus. Et d'ailleurs, souvent, les rédacteurs en chef leur demandaient de soutenir le gouvernement. Par patriotisme (Dans le documentaire de Robert Greenwald, Uncovered, 2003)* ».

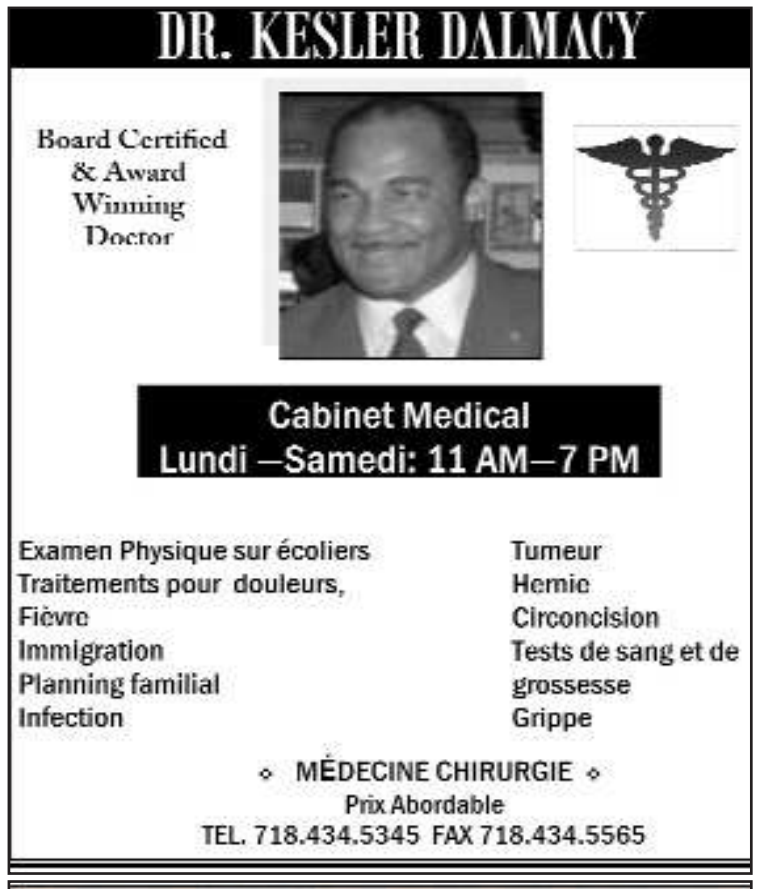
Le rédacteur en chef du *Washington Pos*t, Steve Coll, a dû renoncer à ses fonctions le 25 août 2004, après une enquête mettant en évidence le peu de place accordé aux articles qui contestaient la thèse du gouvernement dans la période précédant l'invasion de l'Irak (*The Washington Post*, 12 août 2004). Le *New York Times* a fait aussi son mea culpa. Dans un éditorial publié le 26 mai 2004, il a reconnu son manque de rigueur dans la présentation des événements ayant conduit à la guerre et a regretté d'avoir publié des «*informations erronées* ».

En France, les désastres médiatiques ne sont pas moindres, comme l'a montré le traitement des affaires Patrice Alègre, du bagagiste d'Orly, des «pédophiles» d'Outreau et de Marie L., qui prétendaient avoir subi une agression à caractère antisémite dans le RER D (Lire Gilles Balbastre, «*Les faits divers, ou le tribunal implacable des médias* », *Le Monde diplomatique*, décembre 2004).

Le phénomène est identique dans d'autres pays. En Espagne, par exemple, après les attentats du 11 mars 2004, les média contrôlés par le gouvernement de José María Aznar se sont livrés à une manipulation tentant d'imposer une «*vérité officielle* ».

Toutes ces affaires, ainsi que l'alliance de plus en plus étroite avec les pouvoirs économique et politique, ont causé un tort dévastateur à la crédibilité des média. Elles révèlent un inquiétant déficit démocratique. Le journalisme de bienveillance domine, alors que recule le journalisme critique. On peut même se demander si, à l'heure de la globalisation et des mégagroupes médiatiques, la notion de presse libre n'est pas en train de se perdre. L'information est-elle vraiment libre en Haïti ? Si oui ou est passé Jean Dominique ? Une poignée de grands patrons, propriétaires d'énormes groupes industriels possèdent l'essentiel des média, y compris la censure occulte et la puissance exorbitante des anciens et nouveaux soi-disant dirigeants.

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maitrise en Travail Social)



DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Haïti 2016 ou une avalanche diplomatique prévisible

Par Dan Albertini

Entre (), Quand en 2011 je disais : Morsure. Préval ne sera appelé nulle part comme soutien expert pour l'international après sa présidence (Réseau HEM Canada). Voici le liminaire de l'article. Comment mesurer la performance ou l'échec ? Haïti est sous tutelle, dit-on depuis le 12 janvier dernier. L'OEA et les UN sont d'un secours mortel, découvre-t-on. La présidence est malade, constate-t-on. Non, Haïti n'est pas sous tutelle, la République est bien vivante. Elle a des amis, comme elle a toujours eu des ennemis. Tout simplement.Sommes-nous obligés d'étaler en constat pour préserver des scories d'une avalanche ? Fermons les ().

Contexte/2016. Les amis d'Haïti auront beau savoir conseiller, influencer, s'ingérer, que l'avalanche présidentielle même réduite causera une problématique diplomatique en 2016. C'est à dire, si l'on arrivait à conseillerl'association d'intérêts, réduire la liste des candidats à (15). Cela ne changerait en rien la problématique. C'est le surlendemain politique de l'indépendance où généraux, guerriers sont crédibles à la mort de l'empereur. On ira jusqu'au partage des régions en états-patrie. Nuance, ce sera la guerre diplomatique qui règnera en 2016, car tous les candidats seront présidents d'une république, d'un État-département, nonobstant les résultats PLO. La représentativité grandira dans le sens qu'on est tous présidentiable, donc président. Forme d'opposition nationale. La courbe de la hausse des ambitions est à l'inverse du prorata de celle de la chute de la confiance. Nous verrons renaître Christophe, Pétion, Soulouque, Riché, Boyer, jusqu'à Hyppolite. Et attendre Saget formuler **:** « *que chaque bourrique braie dans son pâturage* ». Reconsidérons les articles des deux semaines écoulées. Amis, coopérants, conseillers ne sont pas plus savants. L'Amérique savante vient de se faire bousculer tel que prévu. Une nouvelle entité économique chinoise mondiale. L'Afrique le sait que trop bien, la France *gaulliste* ne s'en est privée. Mais notre diplomatie en 2016.

J'ai souvent tiré la sonnette d'alarme de la diplomatie pour les besoins nationaux. Par exemple, le 9 nov. 2004.**Haïti mémoire populaire et passage d'un Premier ministre canadien.** Paul Martin : *´Entendez-vous mieux et on parlera finance ensuite* ». Le *patch* politique n'a eu l'effet immédiat escompté, c'est la diplomatie du misérabilisme qui avait pris la relève pour un profil des relations bilatérales*, il était question* « *de discuter des efforts de reconstruction sociale et économique et de stabilisation* ». *Malheureusement Port-au-Prince était déjà comblé d'émotions, Haïti devrait apprendre à mieux lire à travers les lignes diplomatiques pour comprendre qu'il revient aux Haïtiens de sauver la situation et de bâtir une vraie nation. Nous pensons que cette visite ne doit s'arrêter au personnage du président Boniface Alexandre.* Je reprends donc 2011 pour la République, mais, spécifiquement pour Deras, pour Renois. Conscient du risque de dérapage avec l'option Martelly, que j'avais au préalable soulignée dans un article paru dans un ouvrage par la suite. Conscient de la faiblesse de la formule M. Manigat, mais que je proposais comme une résolution électorale définitive en guise de réparation historique haïtienne envers la femme. Conscient du besoin de cohésion diplomatique pour faire face à l'intrus. Observant que, tel formulé à travers le 7 avril 2011,**Haïti Préval n'est attendu nulle part**. *Où voudra-t-on de ses services comme expert ?* Estimant que la proposition du 16 mars 2011, soit **20 mars 2011 Une République pour une Nation.** Notre premier constat, « *l'axe du dynamisme économique échappe d'ailleurs aux deux candidats au même titre,ils ne comptent réellement que sur la coopération internationale* ». Qu'il ne faille donc répéter « *un signe d'incapacité et de paresse politique inscrit dans l'article premier de la Constitution* ». Le pays n'a, en effet, rien gagné quand on constate le panorama PLO financé *par…!* Voici le contenu commenté d'un message à Mirlande Manigat, adapté aux besoins d'aujourd'hui.

Un problème de communication dilue votre message

Haïti Reconstruction D'après Nous 21 février, 14:09. Madame, un sérieux problème de communication dilue votre message, s'il n'est pas résolu, votre dialogue avec ceux que vous avez cités ne sera pas rentable. Je comprends votre message mais il faut distinguer le message de l'instrument qui le véhicule. Il faut insister entre autre sur le fait que cette élection est carrément historique, quels que soient les résultats qui surviendront au soir du deuxième tour. Pour la première fois de son histoire, la République devra choisir sa présidence entre une femme élue et un artiste connu, en dehors du fait de la politique et du militarisme. Il faut dire les mots, ils ont leur valeur.

Commentaires. Le monde s'accrochait, à cette époque, à une crainte duvaliérienne et lavalassienne, c'est pourtant aujourd'hui que nous faisons à un risque de résurgence de cette dérive en soubresaut. Les mondes politiques haïtiens se ressemblent tous avec les mêmes faiblesses. Le rejet de ce passé douloureux était devenu une stratégie de récupération sur une base de contre-attaques légitimes. La différence au passé réside dans le fait que tous s'apprécient comme ayant les mêmes ambitions. Ce ne sont des visions qui les motivent mais le défaut d'avoir su faire du prédécesseur. Ce n'est donc une garantie pour l'avenir.

Cependant, votre force serait du fait d'être une femme qui symbolise la capacité du pays à élire, pour la première fois, une femme à la tête de l'exécutif pour la durée d'un mandat. Le RDNP vient après, d'ailleurs son message n'est pas connu par la République. Vous avez bien dit que vous n'êtes pas chanteur comme Martelly et, comprenez le sens du support de Wyclef Jean à Martelly. Il est fort et peut générer des votes. Votre alternative est de réveiller les femmes du pays qui sont majoritaires d'ailleurs, et de faire comprendre à cette clientèle électorale que vous faire élire au second tour c'est de rectifier positivement l'histoire de ce pays après 208 ans d'existence.

Commentaires. Si M. Manigat l'a ignorée à l'époque, le contexte a carrément changé aujourd'hui, tel que je le croyais. La République n'est plus aux réparations envers la femme, comprenez, nous rentrons dans l'ère du 30 % occidental, ce qui est réducteur et insultant pour la femme. La République se renforce dans celle des généraux d'autrefois. Nous ne possédons pas d'archives adéquates pour gérer la globalité en rétroaction de cette réalité. Desras devrait le comprendre, Renois aussi. L'électorat est déjà engagé, seule une formule savante pourra nous épargner après les dérives de Michel Joseph Martelly. N oublions surtout pas que nous avions tracé le 21 août 2008, **Haïti Préval en trois Images,** *elles ne rassurent guère!Si les élus du législatif ne peuvent montrer patte blanche, cela peut se comprendre, aucun parti ne peut prétendre, l'Etat non plus, il n'y a pas d'institution*. La présidence a usurpé, perverti, corrompu, profité, asphyxié. « *Entre-temps, le lessivage du législatif n'est encore terminé.La situation est telle qu'on pourrait conclure* : sa *seule mission, désactiver toute poursuite contre JBA* ».

La note se poursuit ainsi. *C'est de faire comprendre aux jeunes électeurs, qu'en vous faisant élire, c'est valoriser leur mère, leur femme, leur fille, qui méritent de savoir qu'elles peuvent remplir aussi une haute fonction pour leur pays. Et que vous promettez surtout, en tant que politicienne, de ne pas descendre votre pantalon sur cette scène, comme on a l'habitude de le voir.*

C'est à travers cette loupe que devrait lire Renois et Desras. Le pattern est récurrent, je disais le 16 mars 2011 l'article suivant : ***20 mars 2011 Une République pour une Nation.*** « *Qu'est-ce qui ne pourrait guider notre flair, chaque indice, chaque intrigue et le ton augmente. Cette vague impression d'avoir influencé l'isoloir* ». Je poursuivais et je me répète une fois de plus : « *Certains s'appuient déjà sur la nécessité d'un standard élevé de formation du candidat idéal, tandis que d'autres formulent sur celui de la rupture d'avec un système politique éculé. Si tout le monde avait raison, tandis que dans l'isoloir, il faut trancher entre deux candidats pour un président. Seule une République mature et le besoin d'une Nation solidaire pourraient éclairer en ce temps de décision historique. Mais, qui prioriser dans nos consciences et quoi prioriser dans nos élans* » lors de ces élections qui porteront le nom magique de PLO.

Si on se permettait une autre référence adaptée. 25-26 nov. 2010, titre. ***Yvon Neptune la candidature réduite de Lavalas ou le fruit d'un rêve dépassé.*** *´ C'est une fiche signalétique sur Wikipédia qui offre de courtes informations sur Yvon Neptune.* ***Yvon Neptune*** *serait, de par son profil professionnel, une carte utile pour la reconstruction* ». « *L'expérience Lavalas lui est même toxique au niveau des émotions personnelles. Sa présence auprès de Jean-Bertrand Aristide ne serait qu'un accident provoqué par les sévices de la politique haïtienne traditionnelle. Les coups d'État militaires. Si le droit à la candidature est légitime, les interrogations sur le candidat le sont toutes aussi. Prisonnier politique sur Alexandre-Latortue ou politicien emprisonné, comme le formulait Gérard Latortue, en 2005, à Montréal,, la question appartient à la justice d'y répondre* ». « *Cependant, le prisonnier Neptune souffrirait tant et risquait de ne pas terminer son séjour vivant, pour cause de problème de santé, dixit le document public d'Amnesty International-AMR 36/004/ 2005 – EFAI Londres le 6 mai 2005* ». « *Ce sont des faits* ». Le fardeau de la preuve lui appartenait.*Valeur personnelle. Sur l'échelle des valeurs, sa gestion politique à la primature, au Sénat de la République : quels sont ses apports institutionnels personnels ? Yvon Neptune est, à notre avis, l'élément d'un ensemble d'-échecs politiques qui ne représente aucune garantie pour la fonction présidentielle de la République. Son profil suggère en dernier lieu un premier Haïtien à être entendu par la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Ce n'est en soi une référence politique ni de relation internationale. Yvon Neptune n'offrira de plus-value au pays si ce n'est la culture de l'échec du président Jean-Bertrand Aristide. Ayisyen pou Ayiti est un slogan réducteur qui fait dans la division. Il n'est pas une garantie pour le pays, le candidat serait déjà aux vestiaires*. **Question : où est-il aujourd'hui, Dr. Narcisse idem.**

Il me faut, malgré tout, remonter, une fois de plus, vers 2004, mais au 24 novembre où je disais : « ***l'Avenir politique en Haïti ou qui prendra la tête de Lavalas*** *désormais, est qui prendra la tête du pays à la fin de cet exercice ?* ***Si le CEP ne partage pas avec équité cette tranche d'article on ne peut que conclure de la manipulation antérieure de lavalassiens, lors de la constituante de 87****. Si l'article est carrément discriminatoire, l'État haïtien devra alors dédommager ceux qui y avaient subi les foudres et rompre avec le court terme une fois pour toute. C'est là le dilemme auquel devra faire face le CEP lors du prochain dépôt de candidatures pour les élections générales de 2005* ». Nous sommes en 2015, JCD est mort l'an dernier sans être jugé ni absout, en dépit du 30 décembre 2003. Soit:« ***Haïti : que se passe-t-il là-bas.*** *Les événements des derniers jours, situés dans une logique haïtienne, annoncent de mauvais présages. C'est un pays où l'histoire ne se gêne pas pour se répéter. La chute de Duvalier, le départ de Namphy, le désaveu d'Avril, etc. Le dénominateur commun de la chute de ces gouvernements, entre autres indices, c'est la mort gratuite des élèves et étudiants. Moins de vingt jours avant 2004, le même schéma se reproduit. C'est, du moins, la projection que l'on reçoit. S'i*l y avait eu manipulation, je persiste et signe, « ***L'opposition duvaliériste :*** *un cancer pour le pays, elle n'aide pas. Rien de neuf, aucune nouvelle vision ni de proposition sérieuse* ». Martelly vient de le signifier. Plus tard, soit le « ***29 décembre 2003*** » Je poursuivais : « *Certains se plaignent du manque d'organisation depuis la dernière fois. Ils avancent même que si K-Plim et consorts devraient prendre la tête du pays, il vaudrait mieux qu'Aristide reste en place. On manifeste ainsi dans l'incertitude et sans plan de rechange, sans proposition alternative* ». Ce passé nous a rattrapé avec Martelly qui a su négocier la chute de Lamothe pour s'accrocher lui-même. Et, cela s'expliquerait dans la note.

Avant de poursuivre avec le sujet, en semaine prochaine, considérons les crédits diplomatiques que réclamerait Martelly. La plateforme de la présidencehttp://www.presidence.ht/pouvoir-executif/premier-ministre/affiche encore, en ce 22 avril 2015, Laurent Lamothe Premier ministre, Casimir aux Affaires étrangères, comme diplomatie de l'amnésie alcoolique d'un ancien drogué auto déclaré en entrevue à Miami. Ne sautez encore aux conclusions.

dan@danalbertini.com

New York City Board of Education Retirement System

BOARD OF EDUCATION RETIREMENT SYSTEM

Job Title: Executive Director of the Board of Education Retirement System

Salary: $188,000 Plus liberal fringe benefits

The New York City Board of Education Retirement System (BERS) is seeking to hire an experienced, highly qualified, talented individual to serve as the Executive Director of the system. This executive level position reports to a sixteen member Board of Trustees.

BERS is a multi-tier, multi-employer, public pension plan with assets in excess of $5 billion dollars. In addition to the qualified public pension plan, BERS also administers two tax deferred annuity programs and a Group Life Insurance Plan.

The Executive Director coordinates and supervises all functions of the retirement system, including general administration, actuarial procedures, implementation of applicable laws, accounting procedures, regulations on investment policies, methods of funding and all other activities pertaining to the retirement system.

MINIMUM SELECTION CRITERIA

1. A baccalaureate degree from an accredited college and four (4) years of progressively responsible experience in the administration of an employees' retirement system of which one (1) year must have been in a responsible managerial or executive capacity; or
2. A satisfactory equivalent combination of education and experience. However, all candidates must have high school graduation or evidence of having passed an examination for a high school equivalency diploma and must possess at least one (1) Year of experience in a responsible managerial or executive capacity.

PREFERRED CRITERIA

1. Public Pension experience or Financial Management experience in a major fiscal institution with a sizable clientele with sizable assets.
2. Advanced education credentials, MSc, MBA, CFA, BA, BSc, etc.

APPLICATION

For consideration, please submit resume and cover letter by the close of business no later than April 23, 2015 to:

New York City Board of Education Retirement System
Re: Executive Director of the Board of Education Retirement System
65 Court Street, Room 1602E
Brooklyn, New York 11201

Attention: Mr. Noro Healy
Director of Administration, Personnel and Security

AN AFFIRMATIVE ACTION/EQUAL OPPORTUNITY EMPLOYER

It is the policy of the Board of Education Retirement System of the City of New York to provide employment opportunities without regard to race, color, religion, creed, national origin, alienage and citizenship status, age, marital status, disability, prior record of arrest or conviction (except as provided by law), sexual orientation, gender (sex), and to maintain an environment free of discriminatory harassment, including sexual harassment, or retaliation as required by civil rights law. Inquiries regarding compliance with this equal opportunity policy may be directed to: Board of Education Retirement System, 65 Court Street, Room 1602, Brooklyn, New York 11201, or visit the BERS website at "www.nycbers.org"

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 6

Kreyòl

VERITE SOU TANBOU :

Dezòd, eskonbrit ak lòbèy dwe sispann nan zafè anachi sa a k ap galope

RESPÈ YOUN POU LÒT DWE TAYE BANDA L NAN SEN NOU

Manatann, Nouyòk – Semenn sa a, nou te fè yon ti kout pye nan Manatann, kote nou te kapab jwenn Ayisyen k ap distrè yo e pran bon jan van pou yo te santi fre pandan madmwazèl fredi te fè yon ti ralanti pou l te monte tanperati a nan ran 56 a 58 degre Farenhayt nan Nouyòk.

Anpil moun te soti pou yo te pwofite de okazyon sa a ki te fè yo viv sezon prentan an ki te rive sou yo. Men, moman lwazi a pa t dire, paske tanperati a te vin chanje pou anpeche moun depoze vès fredi a pou rete an chemiz ak pantalon ou byen wòb tout modèl.

Pandan nou te Manatann, nou te pwofite fè yon vizit nan Santral Pak, pou n te sa viv animasyon tout kretyen vivan ki te ateri nan pak sa a ki reyèlman laj e long e kapab kenbe milye moun, peyi ou etranje. Nou klase moun k ap viv andann Nouyòk, moun peyi e lòt ki an vizit, etranje ou vizitè.

Nan mache konsa, nou te tande vwa yon dam ki t ap pale de jounen an avèk kèk lòt konpatriyòt.

Kòm tout moun konnen trè byen depi 2 ou 3 Ayisyen ou plizyè chita ansanm, fòk yo pale de politik pou yo santi yo alèz e anfòm tou, pou yo chanje opinyon. Pafwa, dyalòg la vire nan mete men, paske anpil koze ap tonbe pou fè machwè gonfle, paske Ayisyen pa janm renmen tande verite. Yo menm bliye tou nan zafè emosyon an, *« kache verite, se antere dlo »*.

Tout moun lib pou bay pwòp opinyon yo, paske nou tout gen menm dwa. Men atak pèsonèl la pa ladann menm. E se rezon sa a menm ki lakòz kèk moun pèdi tèt yo pou fè dezòd ak bagay ki degoutan. Nou dwe mete dlo nan viven nou.

Anpil moun kontinye ap mande pou ki rezon bagay yo toujou rete menm jan an nan peyi a. Tout lòt nasyon eseye antann yo pou enterè yo e pou tout moun k ap viv san gwo tèt chaje. Men nan peyi Dayiti, tanperaman nou diferan ki pwovoke touttan yon chire pit nwizib pou sitwayen peyi a e pou etranje k ap viv ladan tou.

Pa gen okenn respè, men se pito lòbèy chak jou nan sen nou akòz mouvman politik la. Se bagay sa a menm ki anpeche nou mete tèt ansanm pou sove sa nou kapab tout bon. Gen lòt sitwayen ki idantifye pwoblèm peyi a nan fason politisyen yo aji pou yo revandike e pou fè mesaj tèt chat yo pase. Pou yo se dezòd, briganday, eskonbrit ak lògèy ki pran plas respè ak tèt ansanm pou bonè nou.

Enben, nou toujou tout kote koze y ap pale pandan moun yo ap di l jan l ye e nou menm fè devwa nou pou n rapòte enfòmasyon yo jan yo ye san wete e san mete. Gen moun ki toujou fache kont nou, paske yo tout pa janm renmen verite ki toujou la pou l fè diferans.

Kanje : Nou pa bezwen fatige kò nou, paske gouvènman gen kontwòl peyi a e pèp la ap siveye tou. Malgre bann palab anpil nan radyo ak lòt mwayen yo itilize pou denigre gouvènman an, bann mechan yo pa janm gen yon chans pou pawòl yo fè aksyon e se efondre y ape efondre pi fon. Dayè, tout moun konnen yo se yon bann mantè k ap betize.

Jozye : En, en, papa bòs, sere koze w. Se pou otorite Leta a retabli tout bon pou bann derapaj sa yo sispann. Jodi a nou wè se menm moun yo ki depi lontan ap rele aba e yo pa janm pote yon bagay serye pou moun ta aplodi yo. Maskarad yo nan mete bann madigra tankou yo reyèlman pa gen anyen pou ta fè moun pè. Si yo konprann se konsa yo jete yon gouvènman byen etabli sa a, yo nan tout sa k pa bon. Yo gen dyare vèbal san okenn fondman ki reyèlman fè moun kouri, paske lodè ki degaje a pa bon menm.

Jilbè : Y ap betize si yo konpran se konsa yo kapab jete gouvènman eli demokratikman e ki popiplè nan tout sans mo a. Dayè, Nèg yo nan opozisyon an pa gen okenn prestij piske yo gen vètij e yo tankou yon bann vètè. Se yon pakèt ensanse k ap aji nan emosyon san yo pa janm regle anyen serye. Ti pè a kòmanse tranble nan kanson li, paske Jak Ketant libere e li p ap pase tankou Oryèl Jan. Se pou mouvman Lavalas la disparèt nan peyi a.

Kòlbè : Moun ki deranje pa janm korije, paske sa ki anndan yo pa gen dwa janm chanje. Nou konstate tout bon ke K-Plim pa rete nan lojik sa a, paske l wè pa gen avni nan rete nan retire ranplase a ki definitifman pa p janm regle anyen pou peyi a. Se pa mwen ki di sa. Se pwòp K-Plim ki te fè konnen ke li fatige ak mòd vi sa a ki nòmalman pa bon pou peyi a.

Konstitisyon 1987 la pou bokou nan malè peyi sa a

Jilbè : Jodi a peyi a rive nan kafou tenten avèk malpouwont yo ki konplètman pa vle wè bon bagay. Sa yo tout vle nan peyi a pa sa yo vle men kraze-brize, retire kò w pou m mete pa m, paske m reprezantab. Nou pran nan yon sèk visye ke nou dwe konbat. Se Konstitisyon 1987 la ki mete nou nan pwoblèm e m toujou mande pou konstisyon sa a refèt pou evite tout radòt sa yo.

Jozye : Nou pa konn sa nou vle ditou. Si nou te pran tèt nou pou nou tout ale nan direksyon nòmal la, nou t ap fè pwogrè nèt ale. Rezon ki lakòz moun sa yo rete nan tire kouto se paske yo kwè fòk yo debouche van nan ke Michèl Mateli fèmen pou panzouyis yo bouke pran dlo pou gaspiye.

Jilbè : Mezanmi, si nou pa pase yon men nan konstisyon sa a, n ap toujou nan tout sa k pa bon. Se konpetans ak lanmou nan tout sa k ap fèt ki konte. Se Konstitisyon an menm ki lage n nan lòbèy, paske l pa pote solisyon ak ankadreman pou sosyete nou an. Kouman nou ta vle kwè nan yon peyi sivilize kote gen tèt pou chapo, ta gen plis ke 2 mil kandida sèlman pou pòs senatè ak depite. Sa se yon veritab lòbèy k ap debouche sou konsekans grav ki kapab mete kafouyaj nan sosyete nou an.

Jozye : Ou gen rezon, monchè. Sa reyèlman fè yo mal. Yo sezi pou wè kesyon pou foure men pran fini nan peyi a. Nèg yo gen bòn nòt ke yo itilize pou jan yo chache mwayen pou redwi koripsyon e fè bon travay pou itil peyi a. Yo tout ki rele tèt yo opozan te pase tout gouvènman avan yo ki pa t remèt anyen. Jodi a yo lage tout fado sou gouvènman sa a ki pral gen 4 an nan batay pou l rive kote li ye la a. Sa fè yo tout mal e yo fin debòde.

Jilbè : Mwen menm Jilbè, Nèg Ginen, ap toujou di sa : Nèg nan peyi Dayiti toujou ap fè koken lè se pa yo menm ki okipe yon pozisyon kote gen enterè. Yo tout se yon pakèt mantè, reselè ak awousa ki p ap regle anyen nan peyi a depi plis ke 57 an. Yo mete kèk kowonpi devan pou fè dezòd nan peyi a. Se pa kounye a ke mesye sa yo ap kritike pou fè kont difamasyon yo ki reyèlman pa janm pote yon rezilta valab. Yo pa wè ke se peyi Dayiti k ap remèt monnen nan tout Karayib la.

Kòlbè : Peyi Dayiti pa merite tout tribilasyon sa yo ke bann panzouyis yo ap fè l pase pou pran yon pouvwa ke pèp la bay yon ekip moun dirije peyi a. Mesye yo bay tout moun degou, paske yo lage tèt yo nan yon bagay ki trivay e san lojik. Tèlman yo radote, yo tounen dyèdyè.

Kanje : Sa ki pi rèd la se manti y ap bay tout kote yo pase. Tèlman yo pale koze kredi e di kont radòt yo, bouch yo tonbe kimen avèk yon lodè tèt chaje ki enpoze moun respire. Si yo konprann tout bon ke y ap anpeche gouvènman an fè travay ke majorite a ba li pou l fè a, pèp la ap mache pran yo grenn pa grenn. Lè sa a, ya konprann ki selwi pèp la ye.

Kòlbè : Nou rive nan yon sitiyasyon pou nou mande sa moun sa yo konprann si gouvène se jwèt ti moun. Nou gen yon peyi k ap soufri depi lontan akòz ajisman bann vagabon yo k ap kontinye diviszyon an pou jouskaske yo pa konprann enpòtans lapè nan yon peyi. Sa fè lapèn !

Jilbè : Ansyen prezidan Jan-Klod Divalye, ki defen kounye a, te gen rezon tout bon, lè l te mande opozan yo ak dirijan yo ki sa yo janm regle depi l te kite peyi a depi 25 kan. Pa gen youn nan yo ki te kapab reponn, paske mesye-dam nou yo k ap mache prese pou yo kapote gouvèman Mateli a pa janm rive fè anyen, paske objektif yo se kraze-brize pou yo foure tèt yo. Bagay la ekstrèman grav.

Jozye : Nou pa p reveye chat k ap dòmi. Men yo nan ti godèt yo, paske anyen pa janm regle e yo toujou rete nan malpwòpte a san yo pa pran konsyans.

Jilbè : Nou chaje ak pwoblèm, paske nou manke kran pou nou pran tout desizyon valab pou regle sa nou dwe regle pou chanjman nan peyi a vin yon realite avèk yon rezilta pozitif. Nou apiye twòp sou èd ak asistans peyi etranje. Se pou pèp la mobilize tou pou defann enterè l ki menase avèk ajisman bann vagabon yo.

Jozye: Nou tout rete ap gade e kite bann panzouyis yo ap kontinye pase nou nan tenten, jiskaske y avili peyi nou. Bann denmèplè yo pa wont. Mwen pa kwè se yon nen ki nan figi yo. Depi ti konkonm t ap goumen ak berejenn yo plante yon destabilizasyon pou anpeche peyi a fonksyone. Yo gen pou yo rete nan wòl yo, paske Abraam gen pou l di « *se twòp ase* ».

Kòlbè : Yo considere nou kòm ti moun ki rete ak moun, paske nou pa vle pran yon dispozisyon solid pou n demonte tout vye pòt k ap anpeche bon jan van rantre anndan an. Nèg yo mechan e yo malonnèt tou. Tinèb Dèlpe pou bokou nan malè peyi a, paske se li menm ki mennen Lavalas la pou ravaje peyi a. Menm li menm peye konsekans la, paske Lavalas la te pase pran l tou pou l tounen panzouyis.

Jilbè : Mwen tande gen yon opozisyon. Pou mwen se yon pakèt moun jalou e egri ki tonbe voye wòch nan lanmè san yo pa gen yon direksyon byen detèmine. Yo fouti tout bon vre. Se tande ya va tande pòs prezidan an, paske yo fini, kaba nan tout sans.

Jozye : Ou pa manti menm, paske se verite sou tanbou nou pote pou chak grenn Ayisyen konsyan ki renmen libète pou tout Ayisyen. Na sonje byen ke se Aristid ki mete n nan ka. Si yo te fò konsa e yo te gen vizyon se pa mwayen sa a pou yo ta pase. Yo ta mete pwovèb sa a ann applikasyon : « *Avan dòmi nan je n, fòk nou ranje kabann nou* ».

Kanje : Jodi a si peyi nou te bon e te gou tankou yon bon gato, nou tout t ap anba pye bwa tou pou n ta p pran bon frechè. Malerezman, bann san koutcha yo refize lapè reye nan peyi a. Olye pou yo ta mete tèt ansanm, yo prefere ap fè yon bann jimnastik pou kraze-brize nan.

Kolèt : Kote m chita la a nan Nouyok la, mwen pran anpil prekosyon pou bann Lwijan boje pa vin kale dèyè mwen, kòm gran moun. Politisyen ayisyen se koken, raketè, kouto fanmasi ak fentè. Se yo, se pa yo ! Yo toujou nan tout vye dil pou yo fè latwoublay.

Jozye : Mwen pa janm konprann ajisman bann ensanse yo ki refize bay peyi a yon chans. Si mesye yo konprann yo kapab fè otreman, yo mèt bliye sa, paske y ap anba kòd nètale pou peyi a kapab respire. Nou gen konfyans ke bagay yo ap chanje.

Yon radòt opozisyon k ap pote dilèm ak pwoblèm

Jilbè : Se sa l ye menm. Vagabon toujou rete vagabon, paske se nan salte yo prefere viv pou yo fè dezòd. Moun debyen pa janm sèvi nan voksal k ap diminye yo nan sosyete a.

Kanje : Mwen pa fouti konprann pozisyon opozisyon sa a nan peyi a. Kòm tout moun konnen ke opoze avèk yon bagay se pwouve tout bon ke pa w la pi bon e li kapab itil sosyete a. Men opozisyon nou an pa janm pote bon bagay, men dezòd ak kou pa konprann pou l fè chita l. Si nou te gen opozisyon se pa konsa peyi a ta ye, paske opoze yon bagay se pote yon chanjman bon e dirab.

Jilbè : Mwen bay opozisyon lakay la yon zewo bare, paske li pa merite okenn atansyon e l bay anpil moun degou. Kòm kolèt pa vle pale de politik, li mèt fèmen bouch li. Men si l santi okazyon an rive pou l antre nan koze a, li mèt fè l chak fwa li jwenn mwayen. Nou klè sou sa e nou pa nan kache lonbrit.

Jozye : Tout koze sa yo ap pase lakay la nan sen opozisyon an, ki gen anndan li anpil voksal, se paske Nèg nan opozisyo an pa gen vizyon pou yo rive fè bon bagay. Mwen ri yo chak fwa yo jwenn okazyon pou yo di koze kredi ki nòmalman pa gen plas li nan sen nou. Opozisyon payas la dwe bay moun lapè yo.

Kanje : Moun sa yo renmen fè bagay yo prese-prese e y ap fè tout sa yo konnen pou gate pati a e pwolonje yon kriz san sans nan peyi zansèt nou yo. Mwen pa konprann anyen nan ajisman bann sovaj yo ki reyèlman pa janm rezone. Yo tout k ap aji konsa pa gen konviksyon e yo tout pa ta renmen yon chanjman nan peyi a.

Jozye : Ou pa manti, menm sou pwen sa a, e yo fè yon bèl pwen ki se verite sou tanbou. Yo vin tounen anmèddan, aryenafè ki refize konprann ke dezòd pa janm pote bon bagay pou ede sosyete a.

Kanje : Y ap radote, rablabla, betize, ranse, radòte, fè vye mannèv ridikil, kalbende, pwovoke lot, fè ti dife boule, fè fo temwayaj, pwovoke tout move bagay pou reyèlman fè moun an kolè, gaye divizyon, kalewès, bay vye blag, manifeste chimè yo, fè vye plezantri ki te kapab kreye anpil pwoblèm nan sen yo, bay vag, refize pran konsyans nan obligasyon yo genyen pou travay nan enterè nasyon an pou yo sa itil tèt yo ak sosyete a.

Kanje: Nou gen yon opozisyon ki kale anpil malpwòpte pou lage peyi a nan anachi san parèy, paske l pa striktire. Sa fè lapèn pou n konstate dezas ke lopozisyon sa a fe nan peyi a. Si yo te konpòte yo byen pa ta gen tout kandida sa yo nan yon eleksyon. Sa se yon veritab lòbèy. Se pou bann degoutan yo nan peyi a pran konsyans nèt alkole.

Jilbè : Pou ti krik, ti krak yo tonbe ap kimen san yo pa gen yon objektif . Tèlman yo pa gen anyen tout bon e menm serye y ap regle pou pote yon amelyorasyon nan peyi a, yo divize menm antre yo. Se yon sitiyasyon entenab ke nou pa fouti founi je nou tou senpman ap gade l. Se pou n pran bagay yo oserye pou n di : « *Se ento-*

Ale nan paj 14

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivements à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558
Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 7

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FRAPPE FORT SUR LA TABLE

Pas d'élections aux dates fixées par le président Martelly

Suite de la page 1

Paul s"est réuni avec Pierre-Louis Opont pour lui demander d'agir en conséquence. En réaction, le président du CEP a refusé de rectifier le calendrier électoral. Il a déclaré au chef du gouvernement que c'était à lui de faire l'ajustement nécessaire.

La stratégie électorale du pouvoir achoppée sur un mauvais coup du sort

La stratégie mise en place par Michel Martelly et son équipe pour se donner des élections faites sur mesure achoppe sur un mauvais coup du sort. Car les plans minutieusement préparés pour autofinancer le pléthore de candidats, surtout au Sénat et à la présidence, n'ont pas abouti comme prévu. L'interception par la Brigade fédérale anti-drogue d'un bateau transportant des centaines de tonnes de cocaïne et d'héroïne a tout gâché.

Marthelly et sa clique avaient projeté d'organiser des élections dont ils allaient rafler la majorité des sièges dans les deux Chambres, en plus de la présidence, grâce au lancement d'une multitude de candidats. Sachant que la communauté internationale entend contrôler strictement les fonds mis à la disposition des dirigeants pour financer le scrutin, ils avaient projeté d'affecter une partie des millions dérivés de la vente de la cargaison de stupéfiants récemment arrivée dans un port d'Haïti au financement des candidats des organisations politiques liées au parti Tèt Kale.

Mais, suite au derniers événement survenus à la capitale, notamment l'affaire du bateau contenant des dizaines de tonnes de cocaïne et d'héroïne dissimulées parmi des sacs de sucre, ce serait le cas de dire « *adieu veau, vache couvée* ». Les centaines de millions que ceux qui ont investi dans la cargaison de ce vaisseau courent le risque d'encaisser un gros déficit. Avec des dizaines d'agents de la DEA déployés sur le terrain en Haït, les chances son très minces que ces investisseurs parviennent à sauver leurs capitaux, voire même réaliser les gros profits sur lesquels ils avaient misé. Il s'agit d'une véritable catastrophe pour Martelly, son parti Tèt Kale ainsi que toutes les autres formations politiques qui comptaient sur la « *manne* » de Colombie pour financer leurs campagnes et celles de leurs représentants.

Dans de telles circonstances, la machine électorale de Michel Martelle serait tombée en panne, avant même qu'elle soit vraiment lancée.

En effet, l'inscription des partis cherchant à lancer des candidats ainsi que des candidats qui entendent briguer campagne ne semblent rimer à rien. Car, dans la mesure où la communauté internationale a la capacité de décider de la tenue ou non des élections, il y aurait fort à parier que tout ce brouhaha orchestré autour de ce scrutin est beaucoup de bruit pour rien.

D'ailleurs, il se répète dans certains milieux proches des ambassades étrangères, en Haïti, que l'actuel CEP ne fera pas long feu. Une façon de dire qu'il ne sera pas là pour organiser le prochain scrutin.

Le CEP limité dans le temps pour organiser des élections

En clair, du train où vont les choses, le CEP n'a pas le temps matériel pour organiser des élections suivant le calendrier qu'il a annoncé. Avec des retards constatés dans les opérations régulières ainsi que le dysfonctionnement évident de ses infrastructures, la machine sera loin d'être prête pour les dates programmées.

Cette situation s'est encore aggravée par le fait que, selon des informations colportées dans les milieux diplomatiques, l'Organisation des Etats américains (OEA) qui, traditionnellement, envoie des observateurs pour suivre les élections en Haïti, aurait pris la décision de ne pas renouveler le contrat du personnel qu'elle avait déployée en Haïti pour les dernières élections qui ont porté Michel Martelly au pouvoir. On laisse croire que l'Organisation des Nations Unies aurait pris une disposition similaire.

Et si le mandat de Martelly prend fin avant la tenue des élections ?

La question du mandat de Michel Martelly toucher à sa fin avant la tenue des élections est diversement commentée dans les ambassades. La majorité des grandes démocraties, celles qui se donnent des raisons d'exercer des pressions sur le pouvoir pour l'obliger à réagir dans le sens de leurs attentes, ne cachent pas leurs préoccupations face à la possibilité de voir Haïti sombrer dans la plus grave crise institutionnelle de son histoire. Avec le mandat de Martelly terminé sans un chef exécutif pour le remplacer ni une Chambre des députés, il ne restera qu'une dizaine de fonctionnaires élus en tant que représentants du peuple. En l'occurrence le troisième tiers du Sénat.

L'idée d'une prolongation du mandat de Michel Martelly en vue de lui permettre d'organiser les élections qui ont été ajournées à trois reprises, au cours des quatre dernières années, n'a pas été bien accueillie. Certains diplomates ont fait savoir que c'est précisément ce que cherche l'actuel président haïtien quand il a tout fait pour empêcher que le Sénat n'ait pu se renouveler régulièrement, selon les vœux de la Constitution. De l'avis de ces diplomates, trouver un consensus pour prolonger la durée du mandat du mandat du président Tèt Kale ne constitue aucune garantie qu'il changera d'attitude en respectant la Charte fondamentale de son pays.

Dans le cadre de ces réflexions sur la situation sociopolitique d'Haïti lorsque se termine la présidence de Martelly, d'autres diplomates étrangers privilégient la mise en place d'un gouvernement intérimaire chargé exclusivement de la mission d'organiser des élections générales. Ils en veulent pour preuve le fait que tous les votes qui se sont déroulés sans problème ont été organisés par des gouvernements provisoires.

Des scandales à rebondissement dominent « les 100 jours d'Evans Paul »

On dit souvent qu'un scandale en chasse l'autre, mais il se trouve, depuis quelque temps, dans l'Haïti de Michel Martelly et d'Evans Paul, où tous les coups seraient permis, avec l'institution en perspective, d'une dynastie sénatoriale père et fille, qu'un scandale en complète celui en gestation. A titre d'exemples, citons celui qui vient d'éclater aux. Gonaïves, où le commissaire du gouvernement n'était pas trop clairvoyant dans sa décision d'envoyer Madsen de la prison à la banque. S'il était encore gardé au poste, rien ne dit qu'il ne l'enverrait pas faire ses emplettes ailleurs avant de regagner sa cellule. A Port-au-Prince, le drame dans La Famila fait mordre le pouce à certains oubliant qu'ils étaient assis sur un siège éjectable. Quand il faut sauter le fusible, il faut le faire. Ainsi paraît-il que chaque début de semaine, notre petite République qui engendre des grands et par fausse-couche des hommes forts, traîne derrière elle, son petit dossier spécial.

Il y en a un, pour le moins insolite quand la police désarme la police. Enfants de pères différents.

Cette scène à la Kramer vs Kramer (1979), version inversée d'un film de drame-familial, laisse perplexe des médecins-résidents de l'hôpital général où cet incident regrettable a lieu dimanche. Une simple affaire d'accident de «*véhicules en stationnement* » (drôle hun) a fait sortir les pleins pouvoirs de vie ou de mort d'un policier du CAT Team sur un médecin. Ironie, l'un complète l'autre dans la sauvegarde et la protection des vies. Vexé et fort de l'appui de son « backup », il en avait appelé à la rescousse ses frères d'armes à qui, semblerait-t-il, que tout pouvoir serait déjà remis d'en haut.

Un événement de plus qu'il faut regarder avec un air dédaigneux. Heureusement qu'il ne s'enlisera pas, car les nouveaux malades alités risquent de payer la facture. Très cher encore, comme ce fut le cas récemment. Heureusement, nous avons la mémoire courte dans ce pays. Est-ce pour notre bien ou notre malheur!

Moins de deux ans sont passés où l'actualité était focalisée sur un dossier brûlant de passeport toujours sur le brasier, une autre histoire de passeport refait surface. Le même décor, les mêmes personnages, un script un peu différent du manuscrit originel. On joue gros à qui perd gagne.

La crédibilité du CEP, dans sa capacité de prouver sa « *nette* » neutralité dans la conduite du processus électoral à bon port est rudement mise à l'épreuve. Mai déterminera aAoût qui fait planer des incertitudes. Le destin du quatrième CEP de Martelly, le seul à pouvoir publier une liste de 40 pages pour les candidats inscrits aux Législatives, se joue en ce moment même. Le moteur de la machine n'est pas huilé avec un grain de sable produisant des vagues et des remous sur la plage. Une toute première dans l'histoire de la République. L'épouse d'un président sortant, en quittant le Palais National, voudrait élever sa voix au Bicentenaire. Un autre niveau ! Que lui faut-il de plus ? L'art de convaincre ou de faire avancer ses idées de projet d'amélioration de santé, remettre les femmes-sages à l'honneur (on est au XXI siècle)...de beaux projets qu'elle doit en posséder beaucoup plus que des hommes de la 49e n'en possédèrent. Surtout, si l'on vient s'agenouiller devant un homme pour son dieu.

Quel mois d'avril finissant avec « *ses poissons d'avril* » devenus vrais dans notre monde réel. N'est-ce pas un scandale de plus dans le bilan des 100 jours de KP dont le gouvernement a vu plus de 2 000 inscrits pour 119 + 20 postes à pourvoir. En fin de compte, pour revenir à la candidature de Sophia Saint-Rémy- Martelly, savez-vous qu'elle a permis de soulever une question qu'aucun de nous ne s'était posé avant. Y a-t-il au monde «Two America's First Lady », l'une à la Maison-Blanche, à Washington, D.;C, et l'autre au Palais national haïtien!

cba
Haiti-Observateur

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!
We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:
- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctorontheg p.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

LE DÉCHARGEMENT DU BATEAU REMPLI DE SUCRE/DROGUES CONTINUE

Autres révélations spectaculaires

Le bateau dans un voyage aller simple; Haïti sa destination finale...

Suite de la page 1

nale suivie de près par les agents de la DEA, le président Martelly se trouvait en réunion officielle en République dominicaine. Une fois qu'il a été informé de la mésaventure du vaisseau, il ne passait jamais trente minutes sans appeler ses alliés pour savoir comment se déroulait l'opération.

« Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre »

Mais il semble que l'explication ne soit pas aussi simple qu'on le pense. Car, les agents fédéraux suivaient, depuis plus de deux ans, les moindres faits et gestes des hommes d'affaires proches de la présidence pour constater qu'ils ont tous trempé dans cette cargaison. Pour démontrer à quel point ces acteurs sont tous impliqués dans cette transaction, un enquêteur fédéral a déclaré qu'il faut poser cette question aux intéressés : « *Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre !* »

Des gens proches des agents de la DEA ont expliqué que la cargaison qu'a transportée le Manzanares est le résultat de la mise en commun des ressources en vue de réaliser «*le deal des deals* ». Cela implique l'importation d'une quantité de cocaïne et d'héroïne jamais introduite auparavant en Haïti pour être distribuée en Amérique du Nord et sur le marché européen. Ils semble que les importateurs de la drogue aient mis en place tout un réseau logistique de support pour assurer la distribution de la marchandise, une fois la livraison faite « *sans anicroches* ».

À la lumière des faits connus, les agents fédéraux estiment que le consortium créé pour exploiter avantageusement cette opportunité ont investi plus de USD 50 millions $, rien que pour faire l'acquisition de la drogue. Ils estiment à environ USD 300 millions les recettes que les vendeurs se proposaient de réaliser sur le marché international de stupéfiants.

De toute évidence, ce coup de filet réalisé par la DEA, en Haïti, constitue un coup formidable, voire mortel, qui risque d'éclabousser, sinon d'impliquer des dizaines d'hommes d'affaires, dont nombre d'entre eux sont des chefs d'entreprises ayant pignon sur rue. Dès lors est lancée la question de savoir qui en Haïti fait les affaires légalement ?

Il faut souligner aussi que tout ce beau monde qui évolue dans le milieu interlope, alors qu'il passe pour des hommes et femmes d'affaires « *respectables et respectés* », ne contribuent pas grand chose à la société. Car la personne qui réussit dans les affaires contribue largement à l'épanouissement du pays en payant régulièrement des impôts à l'Etat. Mais quand ces soi-disant hommes d'affaires investissent dans le business illicite, ils réalisent l'argent sale qu'ils utilisent uniquement pour afficher leur richesse mal acquise. Dès lors on ne peut s'empêcher de demander si les fonds qui ont été utilisés pour acheter cette drogue ont été déclarés au fisc? Ou bien si des impôts sont régulièrement versés aux autorités compétentes sur les immenses sommes réalisées dans la vente de cocaïne et d'autres marchandises illicites, qui font des millionnaires en Haïti ?

Il y a un autre aspect à cette affaires de bateau. Il s'agit du port qui héberge le Manzanares. Les agents fédéraux en font également le cible de l'enquête en cours. Puisqu'ils soupçonnent que le port Varreux a déjà facilité l'introduction en Haïti de ce genre de marchandises, quand bien même la quantité ne serait pas astronomique comme cette cargaison. Selon des agents fédéraux, qui connaissent le fonctionnement des ports, il y a fort à parier que la « *certification du port Varreux pourrait être sérieusement menacée* ». Ces mêmes agents ont précisé que les décideurs en la matière exigeraient tout au moins qu'il y ait un changement d'administration.

Dans la prochaine édiction sera diffusée une étude sur le port Varreux.

L.J.

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 9

Supportez
les femmes haïtiennes
Célébrez la Fête des Mères

GAGNEZ

Haïti Tombola
2015

1er prix
Une Villa meublée avec piscine et énergie solaire sur la "Cotes des Arcadins" en Haïti

2ème prix
Une KIA Picanto 2015

3ème prix
Deux billets d'avion aller-retour et 4 jours / 3 nuits dans un hôtel ou un resort Marriott en Haïti ou en Floride

Tirage au cours d'un gala
à l'occasion de la Fête des Mères
le 30 mai 2015
à Royal Oasis • Pétion Ville

1,000 Gdes
US$ 20

Info:
Composer
5686
Pour achat de billets à partir de votre téléphone Digicel

(509) 2817-0240
(718) 865-8178

haititombola@gmail.com
www.haititombola.com

Digicel
Lesly Center

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'affaire Sonson La Familia et Le Récif éloigne Haïti de l'état de droit et d'une justice indépendante

Le régime Martelly-Lamothe-Paul a gagné tous les records en ce qui concerne les scandales, qui se comptent par dizaines, au cours des quatre dernières années. Mais la libération de Wooodley Ethéard, alias Sonson La Familia et de Renel Nelfort (surnommé Renel Le Récif) éloigne définitivement Haïti du concept d'état de droit évoqué par les secteurs concernés par le devenir de la République; aussi bien par les États amis et institutions étrangères œuvrant par tous les moyens pour que cet idéal devienne réalité. C'est surtout un scandale de plus qui prouve au-delà d'aucun doute que le système judiciaire haïtien reste sous la férule de l'Exécutif, et qu'en dépit de ses belles promesses, le gouvernement Martelly-Paul n'a cure de la bonne gouvernance et du respect de la Constitution et des lois du pays.

Depuis son entrée au Palais national, en mai 2011, le nom de Michel Martelly a toujours été lié au monde interlope. De fait, ses collaborateurs les plus écoutés ont eu affaire avec la justice; et ses conseillers les plus inconditionnels ont un casier judiciaire. Bien que parvenu à la première magistrature de l'État, il n'a pas jugé nécessaire de prendre ses distances par rapport aux éléments indésirables attirés dans son entourage. Et il n'éprouve aucune gêne à s'afficher en public avec eux. Dans trop de cas, le président Martelly met l'appareil judiciaire du pays en mouvement en vue d'arracher ses amis criminels des griffes de la justice.

En effet, en mai 2012, le chef de l'État fit choix d'un juge d'instruction qui avait pour tâche de blanchir Calixte Valentin, un des conseillers du président de la République. M. Valentin était en détention préventive, après avoir abattu un commerçant de Fonds Parisien, village situé à l'est de la capitale haïtienne, sur la route de Malpasse.

Un autre cas célèbre d'intervention du président en faveur de ses amis est celui d'Evinx Daniel, propriétaire de Dan's Creek, un hôtel en bord de mer situé à Port-Salut, à quelque 50 kilomètres de la ville des Cayes, dans le sud d'Haïti. Bien que, en octobre 2013, M. Daniel ait appelé la police pour lui livrer les paquets de marijuana qu'il déclarait avoir récupérés dans la baie des Cayes, le commissaire du gouvernement, Me Jean-Marie Salomon, relevant des contradictions dans son aveu, conclut qu'il s'agit d'un subterfuge pour cacher une transaction illicite de drogue; aussi le mit-il en état d'arrestation sous présomption de trafic de stupéfiants. Evinx Daniel, qui était très actif dans la campagne présidentielle de M. Martelly, de sa cellule fit un appel téléphonique au ministre de la Justice, Jean Renel Sanon, qui demanda à communiquer avec le commissaire du gouvernement. On peut deviner quels propos M. Sanon avait tenus à son subalterne, puisque le lendemain un nouveau juge d'instruction ordonna l'élargissement d'Evinx Daniel.

Connaissant bien la réalité du milieu, le commissaire du gouvernement des Cayes décida de s'en fuir rapidement à l'étranger. Mais le présumé trafiquant de stupéfiants étant dépositaire de secrets jugés dommageables pour le président Martelly, il disparut de la circulation en janvier 2014, sans laisser de traces.

Dans un autre cas, c'est le juge instructeur Jean Serge Joseph qui avait été chargé de l'instruction du dossier des avocats Newton Louis Saint-Juste et André Michel contre Sophia Saint-Rémy Martelly, la première dame de la République, et Olivier Martelly, fils du couple présidentiel. Dans l'action judiciaire lancée par les deux avocats, la première dame et le jeune Martelly sont accusés d'usurpation de titres, de détournements de fonds publics et d'association de malfaiteurs. Comme le juge instructeur refusa d'obtempérer à la demande du Palais national de mettre définitivement fin à l'affaire, des pressions directes assorties de menaces furent exercées directement sur lui par le président Martelly, lors d'une réunion tenue au cabinet de l'avocat Gary Lissade, en présence du Premier ministre Laurent Lamothe et le ministre de la Justice Jean Renel Sanon. Mais suite à la crise provoquée par cette intervention musclée du chef de l'État dans une affaire qui concerne la justice, le juge instructeur est décédé dans les quarante-huit heures qui suivirent sa rencontre inopinée avec le chef de l'État.

Nonobstant les similarités des actes présidentiels en faveur de ses amis, partisans et famille, le cas de Sonson La Familia et le Récif constitue le summum de l'arrogance présidentielle et du mépris du système judiciaire. Puisque un tantinet de considération pour les institutions du pays, particulièrement la justice, aurait imposé une certaine retenue à M. Martelly, notamment dans ce dossier qui concerne une longue liste de délits extrêmement graves.

En effet, à la faveur de l'enlèvement d'un homme d'affaires, l'enquête de la Police a identifié Woodley Éthard et Renel Lelfort comme étant les chefs du réseau de malfaiteurs appelé Gang Galil qui avait réalisé le kidnapping de cette victime, pour une rançon d'USD 1,2 millions $. La même enquête a révélé que le Gang Galil, dont le patron principal, Sonson La Familia, est aussi le propriétaire de Souvenance, un restaurant huppé situé dans les hauteurs de Pétion-Ville, un lieu de divertissement préféré du président Martelly, est aussi identifié dans d'autres crimes. Par exemple, son réseau de criminels s'est spécialisé dans le vol de véhicules de luxe; lorsqu'une patrouille de la Police le surprit au volant de sa voiture le somma de s'arrêter, elle trouva, après en avoir effectué une fouille, la présence dans la malle arrière d'un homme baigné de sang, en sus d'une somme d'USD 170 mille $. La victime indiqua aux policiers l'adresse d'une maison où fut trouvé le cadavre d'un homme qui venait d'être exécuté.

Quand le président Martelly, par le truchement du juge d'instruction Lamarre Bélizaire, fit libérer Sonson La Familia et le Récif, les prévenus étaient détenus sous une longe liste d'accusations : enlèvements, kidnappings contre rançon, vol de véhicules, assassinats et association de malfaiteurs. Lorsque des policiers arrivèrent pour signifier le mandat d'emmener émis contre Éthéard, il avait décidé de prendre le maquis pour, dit-il, attendre le retour du président Martelly qui se trouvait en visite à l'étranger. Après consultation avec le chef d'État, il se rendit à la police. Depuis lors, il attendait paisiblement pour que son ami-président trouve un moyen de le sortir de prison. De toute évidence, dans l'univers de Martelly tous les amis du président savent à qui s'adresser quand ils sont aux prises avec la justice. Car, Evinx Daniel, avant Sanson La Familia, avait lancé un cri de détresse via téléphone au ministre de la Justice.

À la lumière de tous ces faits, il est clair que, en Haïti, les juges sont sous la coupe du chef de l'Exécutif. Et ceux d'entre eux, qui se croient liés au serment professionnel de rendre un jugement équitable, ne savent quel sort leur sera réservé. Car ayant encore fraîche en mémoire la fin trafique du juge instructeur Jean Serge Joseph. C'est sans doute ce qui explique l'obéissance aveugle affichée à l'égard du président Martelly par les juges triés sur le volet. Mais il faut souligner également que les propositions indécentes de la présidence ou de la primature sont régulièrement assorties de « *juteuses récompenses* » que les intéressés trouvent difficiles à repousser.

Donc, indéniablement, non seulement Michel Martelly n'a pas su apporter dans les institutions du pays les réformes qu'il a promises durant la campagne électorales, il s'est appliqué systématiquement à affaiblir le système judiciaire, qui représente le socle d'un état de droit et d'une société équilibrée. La solution des problèmes posés par l'impunité et l'absence d'une justice équitable en Haïti ne viendront pas de Martelly ni avec lui. Le peuple donc a pour devoir de porter ses espérances ailleurs.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 11

EDITORIAL

In the light of the Sonson La Familia and Le Récif case, Haiti is far from the rule of law and an independent judiciary

The Martelly-Lamothe-Paul regime won all records regarding scandals, which number in the tens over the past four years. But, with the release of Wooodley Éthéard, aka Sonson La Familia, and Renel Nelfort (nicknamed Renel The Reef) from jail, Haiti is definitively light-years from the concept of rule of law raised by the sectors concerned with the future of the Republic; both by friends and foreign institutions and States working by all means necessary in order for this ideal to become reality. It's mainly a scandal which proves beyond any doubt that the Haitian judicial system remains under the thumb of the Executive, and that despite its promises, the Martelly-Paul government doesn't care about good governance, respect for the Constitution and the laws of the land.

Since entering the National Palace, in May 2011, the name of Michel Martelly has always been linked to the underworld. In fact, his most listened collaborators have had brushes with the law; and his most unconditional counselors have criminal records. Although Mr. Martelly was elected to the first magistracy of the State, he hasn't deemed it necessary to distance himself from the undesirable elements attracted to his entourage. And he has no shame appearing in public with them. In too many cases, President Martelly just puts the system of justice in motion in order to snatch his criminal friends from the clutches of any real justice.

Indeed, in May 2012, the Head of State made choice of a judge who had the task of setting free Calixte Valentin, one of the advisers of the President of the Republic. Mr. Valentine was in preventive custody after shooting a businessman from Fonds Parisien, a village east of the Haitian capital, on the road to Malpasse (the Dominican border.)

Another famous case of the president intervening in favor of his friends is that of Evinx Daniel, owner of Dan's Creek, a beachfront hotel located in Port-Salut, some 50 kilometers from the town of Les Cayes, in Southern Haiti. Although in October 2013 Mr. Daniel had called the police to hand over the marijuana packages he claimed to have recovered in the Bay of Cayes, the Government Prosecutor, Jean-Marie Salomon, noting contradictions in his confession, concluded that it's a subterfuge to hide an illegal drug transaction; he put him under arrest under the presumption of drug trafficking. Evinx Daniel, who was very active in the presidential campaign of Mr. Martelly, made a phone call from his cell to the Minister of Justice, Jean Renel Sanon, who asked to speak with the Government Prosecutor. One can guess what Mr. Sanon told his subordinate, because the next day another judge ordered the release of Evinx Daniel.

Knowing well the reality of the environment, the Government Prosecutor of Cayes decided to get away quickly, and fled abroad. But the alleged drug dealer being in possession of damaging secrets concerning President Martelly, disappeared from circulation in January 2014, without any trace.

In another case, investigating judge Jean Serge Joseph, who was responsible for investigating the case of lawyers Newton Saint-Juste and André Michel VS First Lady Sophia Saint-Rémy Martelly and Olivier Martelly, the son of the presidential couple. In the legal action against the president's family launched by the two lawyers, the first lady and the young Martelly are accused of usurpation of titles, embezzlement and criminal conspiracy. As the investigating judge refused to comply with the request of the National Palace to definitively end the case, strong pressure accompanied by threats were exerted on him directly by President Martelly during a meeting at the office of lawyer Gary Lissade; attended the meeting Prime Minister Laurent Lamothe and Minister of Justice Jean Renel Sanon. But following the crisis caused by the forceful intervention of the Head of State in a case concerning justice, the investigating judge died within forty-eight hours following his unexpected meeting with Mr. Martelly.

Notwithstanding the similarity of presidential acts in behalf of his friends, supporters and family, his intervention in the Sonson La Familia and Le Récif affair is the ultimate presidential arrogance and contempt of the judiciary; since a tad of consideration for the country's institutions, especially the judiciary, would have imposed some restraint to Mr. Martelly, especially in this case regarding a long list of extremely serious crimes.

Indeed, as a result of the kidnapping of a businessman, Police investigation identified Woodley Ethard and Renel Nelfort as the leaders of the criminal network called Galil Gang who undertook the kidnapping of the victim for a ransom of USD $ 1.2 million. The same investigation revealed that the Galil Gang, whose main boss is Sonson La Familia, who is also the owner of Souvenance, an upscale restaurant located in the hills of Petionville, a favorite entertainment venue of President Martelly, is also identified in other crimes. For example, a criminal network specialized in the theft of luxury vehicles; when a police patrol caught him at the wheel of his car and ordered him to stop, they found, after having performed a search, the presence in the trunk of a man soaked in blood, in addition to a sum in excess of USD $ 170,000. The victim gave police the address of a house where was found the corpse of a man who had been executed moments ago.

When President Martelly, through investigative judge Lamarre Belizaire, ordered that Sonson La Familia and Le Récif be freed, the defendants were held under a long list of charges: kidnapping, kidnapping for ransom, car theft, murder and association with criminal elements. When the police came to his house with the warrant for his arrest, Éthéard decided to go underground, he said, expecting the return of President Martelly who was on a trip abroad. After consultation with the Head of State, he surrendered to the police. Since then he was calmly waiting for his president friend to finds a way to get him out of prison. Obviously, in the Marthelly's universe, all the friends of the president know where to turn when they are faced with the law. Evidently, Évinx Daniel, before Sanson La Familia, had sent a distress signal via telephone to the Minister of Justice.

In light of all these facts, it's clear that, in Haiti, judges are under the control of the Head of the Executive. And those among them, who believe they must uphold their oath of office by rendering fair judgments, know what fate will be reserved for them. For having still fresh in memory the death of late Judge Jean Serge Joseph. This is probably what explains the blind obedience displayed regarding President Martelly by judges he has personally handpicked. But we must also emphasize that the indecent proposals of the presidency or the Prime Minister's office are regularly accompanied by "juicy rewards" that the parties find difficult to pass-up.

So, undoubtedly, not only has Michel Martelly not been able to rein in the institutions of the country the reforms he had promised during the election campaign, but he applied himself systematically to weaken the judicial system, which represents the basis for the rule of law and a balanced society. The solution of the problems of impunity and the lack of a fair justice in Haiti will not come from Martelly or with him. The people have the duty to hang their hopes elsewhere.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

AFRIQUE ACTUALITES

Burundi : Le président Pierre Nkurunziza veut obtenir un troisième mandat

Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a été désigné comme candidat pour un troisième mandat.

Le parti au pouvoir a désigné le président comme son candidat au concours d'un congrès extraordinaire tenu samedi matin. L'annonce de la candidature de M. Nkurunziza a donné lieu à d'importantes manifestations dans la capitale, Bujumbura, au cours des dernières semaines. Des observateurs pensent que la crise politique peut déstabiliser le pays and causer une nouvelle guerre civile.

L'élection présidentielle se tiendra en juin. Mais l'opposition affirme que la candidature du président pour un troisième mandat consécutif est en violation flagrante de la constitution du pays et de l'accord de paix qui a mis fin à la guerre civile.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés affirme que plus de 8 000 personnes se sont enfuies vers le Rwanda et la République démocratique du Congo au cours des dernières semaines, en raison de « *la violence pré-électorale et de l'atmosphère d'intimidation* ».

Somalie : Al-Shabab tue un homme accusé d'insulte au prophète

Le mouvement islamiste somalien, Al-Shabab, a, pour la première fois, publiquement tué un homme pour « *offense au prophète Mahomet* ».

Des foules ont observé que l'homme a été abattu par un peloton d'exécution dans la ville méridionale de Jamame, non loin de Juba. Des témoins affirment que l'homme a été abattu par un peloton après avoir plaidé coupable dans un tribunal islamique.

Le mois dernier, al-Shabab a mené une violente attaque dans une université située dans la ville de Garissa, au Kenya, tuant 148 personnes dont la très grande majorité étaient des étudiants.

Le Kenya a commencé à construire un mur le long de sa frontière avec la Somalie dans le but de mettre fin aux attaques.

Malawi : Des magasins sud-africains ferment leur porte en raison du boycott

Des magasins sud-africains au Malawi sont restés fermés, suite à des appels au boycott lancés par des activistes malawites furieux de récentes attaques xénophobes en Afrique du Sud.

Dans la capitale commerciale Blantyre, des policiers armés gardaient plusieurs magasins sud-africains de premier plan.

Plusieurs centaines de Malawites ont été évacuées de l'Afrique du Sud après la récente vague de violence xénophobe. Au moins sept personnes ont été tuées et 5 000 sont devenues des sans-abris depuis que les attaques ont commencé le mois dernier.

FAITS DIVERS : LE SAVIEZ-VOUS ?

Did you know that modern slavery is well and alive in the United Kingdom?

In an article published in London on November 29, 2014 Sylvia Hui reports that there are up to 13,000 people in Great Britain who are victims of trafficking, sexual exploitation or other forms of modern slavery. But wait, this is not a rumor. She said: "The Home Office figures — the first official estimate of the scale of the problem in Britain — included women and girls forced into prostitution or sexually exploited for profit, domestic servants working for little or no pay, and laborers forced to work in farms, factories and fishing boats." The government report puts the figure at four times higher than the previous official estimate. According to British Home Secretary Theresa May, "The first step to eradicating the scourge of modern slavery is acknowledging and confronting its existence. The estimated scale of the problem in modern Britain is shocking and these new figures starkly reinforce the case for urgent action."

This issue was brought to the spotlight by Aneeta Prem, founder of Freedom Charity, during an interview in central London, Thursday, November 21, 2013. She said that Freedom Charity helped to rescue three women from a house in south London who were held as slaves for 30 years. Those freed on October 25, 2013 are a 69-year-old Malaysian woman, a 57-year-old Irish woman, and a 30-year-old British woman.

Two people were arrested by London's Metropolitan Police early this past Thursday on suspicion of forced labor and domestic servitude. Does this not surprise you that Great Britain, a champion of democracy and human rights, is a safe haven for traders of modern slavery? To their credit, British authorities have the courage to acknowledge this ugly, disturbing, and inconvenient reality in their homeland.

POSTCARDS FROM AFRICA

The gift of a failure

I lived in Addis Ababa, the capital city of the East African country of Ethiopia for 25 straight months. With a deep sense of embarrassment, I must confess that I did not know how to speak Amharic (the official language of the country.) Not because I did not want to, I am generally good at learning foreign languages. The many similarities between Amharic and Latin (I was once proficient in) would have made easy for me to grasp Amharic without much effort. But there were factors beyond my control that sadly impeded my ability and willingness to learn it.

Luckily my inability to speak the language blessed me with the gift of a thoughtful, gentle, soft-spoken, 5.2-foot tall, 84-year-old Ethiopian father named Ato (Mr.) Azezo Bazezew. My first encounter with Ato Azezo, also known as Ato Ababa, dates back to November 2010 when I first attended CMC SDA Church in a busy commercial hub, on the outskirts of Addis Ababa. After a warmly memorable Christian welcome by Pastor Worku, I introduced myself to the approximately 200-member congregation. That unique unusual foreign accent intrigued Ato Azezo who sat in his usual second left front row pew. Unable to hold back his curiosity, he stormed the church's back row seats with a bright, beautiful smile on his face and fire in his eyes, and I was his target. I could not help but to smile back at him. At the end of the church service, he hurriedly walked up to me, warmly shook my hands, and kissed me on both cheeks.

Each time we met Ato Azezo would give me a big squeezing hug. Being a Westerner unaccustomed to mature men hugging the same sex, I was puzzled and did not feel comfortable with that kind of public display of affection. So, I inquired about the meaning of his gesture, and I was told it meant that he genuinely loved me. Ever since, I no longer felt awkward. From that point on, I eagerly and impatiently looked forward to a lovely hug from him to warm up my sagging soul. As time went by, Ato Azezo and I forged a powerful Christian friendship. Even though we could never have direct verbal communications (he could not speak English,) we were able to send powerful non verbal cues to each other. Doubtless, I knew he sincerely loved me. He eventually adopted me as his son.

An Amhara tribesman whose sole source of income was farming during his entire active life, Daddy Azezo was born into an Orthodox Christian family in the village of Negela in Gonder, the northern region of Ethiopia. He later became a Seventh-Day Adventist (SDA) Christian after marrying his teenage sweetheart, Wezero (Madam) Fetenech Alemu who bore him 10 children – four of whom are dead. Because of his association with the SDA denomination, he was disowned by his biological family. More than six decades later, he is still not welcome back into the family fold, in spite of countless attempts to be reconciled to them. The majority of Ethiopian households have a reputation for being staunch Orthodoxies.

One day Daddy Azezo was not at church because of seasonal flu. Soon after the church service, I made my way to his home – for the very first time. With his usual deep-seated, warm smile on his shiny round face, he welcomed me. I was the guest of honor! Through interpreters, we stroke conversations on various topics ranging from social issues to his childhood. Then came the time for lunch. A special traditional homemade brown bread with potatoes and a variety of organically grown vegetables was served. It was a simple yet extremely delicious and nutritious Sabbath meal, which I enjoyed tremendously. In Ethiopia, it is customary that people have a hot drink after meals. I drank a mouthwatering barley tea for the first time ever. After lunch, we chatted for about an hour or so. Then we had a short prayer session, and I went my way. This was one of my most memorable moments in Ethiopia. Being a non-speaking Amharic foreigner, my visit made a lasting impression upon my Ethiopian Dad. People rarely visited him!

Unexpectedly, I left Ethiopia without saying goodbye to Daddy Azezo. Nevertheless, he still treasured me as his adopted foreign son. While in Uganda, one day I received an email from my wife who told me despite physical challenges, Daddy went to visit our baby girl Mesgana – pronounced Mis-gha-na and translated, "Praise God." When unable to walk, he asked my wife to bring him Mesgana to spend time with him, along with a picture of her so he could pray for her as she was not well (unlike Westerners, Ethiopians cultivate a deep reverence to seniority and strongly believe in the blessings of elderly people.) He did all of this to prove me how deeply genuine was his affection for me. This heart-warming email account blew me away, and I became confused. I just could not believe the depth and the immensity of his love for me. I kept wondering: "What did I do to Daddy Azezo to make him love me so much?" Filled with an awkward sense of unworthiness mixed with deep feelings of joy and emotions, almost instantly hot tears rolled down my chin.

Crushed and overwhelmed by such profound display of love, I felt compelled to share this story. It was not until I was gathering Daddy Azezo's biographical data that I learned he had never attended school in his life. Immediately, I knew why he did not have many friends and almost always isolated himself into his usual corner-seat in the church sanctuary. Ethiopia is arguably an aristocratic society where people's worth is measured by their academic accomplishments. If you do not have a degree in Ethiopia, you are nobody, let alone if you are illiterate. Fortunately, from childhood I was taught that human dignity was measured by only one parameter: character – not race, nationality, ethnicity, academic accomplishments, money, or social status. As a result, I learned from an early age to treat all human beings – without exception – with equal respect and dignity. This view of humanity combined with my failure at speaking Amharic granted me the gift of a thoughtful, wonderful, loyal, loving father – Daddy Azezo. And I treasure this gift immeasurably!

The challenge: Are you still wondering about the power of your influence on others? Listen to Margaret Mead's counsel: "Never doubt that a small group of thoughtful, committed citizens can change the world. Indeed it is the only thing that ever has."

Food for Thought: ***"The great use of life is to spend it for something that will outlast."*** (William James)

Réginald Barthélemy
Mercredi 29 avril 2015

NOU PALE LANG OU PALE A!

Ou gen dwa pou jwenn sèvis dokiman ki tradui ak entèpretasyon nan lang ou pale a osijè edikasyon pitit ou. Rele nou nan 718-935-2013 si yo pa ede w an Kreyòl nan lekòl pitit ou a oswa nan nenpòt lòt biwo Depatman Edikasyon.

Wap jwenn enfòmasyon sou Depatman Edikasyon an Kreyòl nan schools.nyc.gov/haitiancreole.

NYC Department of Education
Translation & Interpretation Unit

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Phone : 718-658-3000; Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 13

TEKNIK POU BON JAN CHITA PALE

Volim 3, Nimewo 70

Nèf ti bagay pou amelyore konvèsasyon

Pa Doktè Loren Ekroth, Ph.D. [2]

Nan gwo konvèsasyon serye e menm nan ti chita pale sosyal, genyen ti bagay ki gen yon gwo enpòtans.

Tankou Pawolye Kitty Kallen ekri nan chante lanmou ki rele, «*Ti bagay gen anpil enpòtans* », «*Di mwen gen bèl lè menm lè mwen pa genyen* » epi « *Voye chalè yon souri sekrè ban mwen...*», paske « *Ti bagay gen anpil enpòtans* ».

Men yon lis nèf ti bagay ou ka konsidere pou ajoute bon jan kalite nan konvèsasyon w :

1. Site non moun nan de tan zan tan pandan konvèsasyon an. Tankou « *Mwen dakò avèk ou, Betty. Mwen pral sipòte pwopozisyon ou a* ». Non moun genyen anpil enpòtans. Prèske tout moun gen yon santiman la kontantman lè ou adrese yo pa non yo. « *Gary, ou ka rele m demen pou ban mwen devi a ?* »

2. Olye pou ou poze kesyon jeneral tankou : « Ki jan ou ye ? » Poze pito kesyon pèsonèl espesifik tankou « *Eske pitit gason ou an renmen Lekòl Dantè* ? » Lè ou poze kesyon espesifik sa montre ou sonje detay sou zafè enpòtan nan lavi lòt moun nan, tankou la fanmi, enterè espesyal, epi kèk defi lavi a. Kesyon jeneral e woutin mennen sèlman repons woutin tankou « *Mwen oke, mèsi* ».

3. Aleje ton konvèsasyon an avèk yon souri. Menm avèk sijè serye, yon ti souri amikal apwopriye li ka menm ajoute yon santiman bòn volonte itil pou fè vanse konpreyansyon tribòbabò. (Yon ton konvèsasyon ki twò serye gen tandans siprime santiman e fè ton nan konvèsasyon an monotòn. Sètadi san sèl). Mete ou alèz, lage zepòl ou, epi pran lè.

4. Respekte tan moun nan ou vle pale avèk li a pou ou pa kenbe li an otaj. Si w vle soti klè, poze kesyon *« Eske w gen kèk minit pou pale kounye a ?* » Sa a enpòtan, espesyalman pou konvèsasyon telefòn.

5. Bay lòt moun nan tan pou li pale tou. Ou ka fè sa nan pale ki gout pa ti gout; evite pale manch long. Lè sa a, ou fè yon siyal ak yon kesyon tankou « *Ki sa w panse, Gary ?* »

6. Ajiste kontwòl vwa w vwa w. Se konsa, moun ap enterese tande w pale avèk plezi.

7. Bay kèk enfòmasyon ki gen valè pou lòt moun nan. Petèt yon ti koze tankou « *Mwen fèk jwenn yon gwo mekanisyen machin, ki fè bon travay e li pa cheran di tou* ». Oswa, « *Fred, mwen konnen ou renmen istwa anpil, w ap renmen nouvo fim sa a ki rele* ***Jen*** *an. Mwen te wè l semèn pase a. Li pale de Gè Sivil la*».

8. Lè w ap pale ak yon moun, ba l tout atansyon w. Lè w bay yon moun prezans ou ak tout atansyon se yon gwo zam pwisan ki ranfòse relasyon. Yon atansyon san distraksyon se yon bagay ki ra e ekstraòdinè nan sosyete nou an, kikeswa nan travay ou la kay ou, kote tout bagay fèt an menm tan. Lè w ap tande yon moun, ba l tout atansyon w. Ka kite w distrè.

9. Toujou fini konvèsasyon w ak politès epi san anpresman. Lè sa apwopriye, di lòt moun nan mèsi, oswa fè li konpliman lè w ap fini konvèsasyon an. *« Mwen te vrèman renmen konvèsasyon nou an. Mwen konprann sitiyasyon an pi byen kounye a. Mèsi anpil* ».

Ti bagay sa yo ajoute chalè ak sivilite nan nenpòt ki konvèsasyon. Alafen, yo vle di anpil bagay, paske atitid nou gen tandans pou yo resipwòk. Lè ou peye atansyon sou ti bagay yo epi mete yo an pratik, souvan lòt moun pra l fè menm bagay sa yo pou ou tou. E sa rann yon chita pale satisfezan.

[1] Ki te pibliye ak pèmisyon Dr Loren Ekroth, editè magazin *Pi bo n konvèsasyon*. Pou moun ki prefere vèsyon orijinal la nan lang angle, yo ka enskri pou abònman gratis magazin nan chak semèn nan : www.conversationmatters.com

[2] Dr Loren Ekroth se yon espesyalis ameriken nan kominikasyon moun ak yon ekspè nasyonal nan convèsasyon biznis ak lavi sosyal

Tradui soti nan angle pa Réginald Barthélemy, MBA
reggiescornergcs@gmail.com
29 mas 2015

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

MAISON À VENDRE

Position Strategique donnant sur deux rues - Propriete Fonds et Batisse situee a Petion-Ville, angle rue Geffrard et Villatte #32, mesurant 76 pieds ou 24 metres 67 centimetres aux cotes nord et sud et 30 pieds ou 9 metres 75 centimetres aux cotes est et ouest. Prix a negocier. Tel. 212-569-4068.

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

Flash ! Flash ! Dernière Heure.
Mesye Gason yo, Men yon
Bon Nouvèl, Nou Pote pou ou !

* Ou menm kap fè **bèk atè**, **(Ki pèdi bann Ou)**, paske w fè Maladi sa yo: **Sik, Tansyon, Pwostat, Etc.**
* Ou menm yo mepwize nan kabann, paske w paka founi kalite.
* Lè -w wè madanm oubyen ti boubout la aksepte w jan w ye, se pa renmen ke l renmen w konsa, men li oblije reziyen l. **Men, soufrans pa dous... Nan kabann**, se pa kesyon **Frè ak Sè,** men fok travay la akonpli fèt-e-founi.

Eben ! **Mizè w fini ti papa, gras ak yon nouvo metod e grenn (Tablets) ke nou pote pou sa vin djanm. Tonto breno pral travay korèkteman. Eseye l, wa ban-n nouvèl nèt al kole.**

Waw ! **Gen yon ti diplis wi. Aprè yon lane, bagay la, ap pran 5 pous nan longè ak lajè.**

Plase komand ou san pèdi tan nan:
Mande pou **Cham SALOMON** @ (347) **933-9873**
E-mail: cbseafbk@ yahoo .com
P.S.-Nou pa pran chèk pèsonèl. Money Order Only.
Pa bliye, Pwodui nou yo 100% garanti.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

New Jerusalem Evangelistic Church
1706 E. 75th Street
Chicago, Illinois 60649 |773-752-7992
|www.NJEChurch.org|||NJEChurch1706@gmail.com|

Monday September 22, 2014

Dear Friend:

We greet you in the name of our Lord and Savior Jesus Christ.

Darly's first time stepping into New Jerusalem Evangelistic Church (NJEC) had little to do with church and everything to do with finding a job. A family member told the single mother of two about a free sterile processing course that the church was hosting. The class, which trains individuals on sterilizing hospital instruments, met on Friday nights, allowing her to bring her children when she didn't have anyone to watch them. Within six weeks of completing the course, Darly found employment and soon became a star in her department. Furthermore, after visiting NJEC one day with her children, Darly accepted Christ as her Lord and Savior. Now a member, Darly has found love, acceptance, hope and salvation.

Darly's story is evidence of just one of the ways NJEC, a Haitian American church on Chicago's Southeast side, impacts the community. The violence that has profoundly plagued the city is due to lack of education, jobs and resources. We desire to combat this by meeting the most essential needs of the South Shore community; however, we do not have the space to do so.

God has provided an answer to our incessant prayers (1 Thessalonians 5:17) and we must now raise $275,000 by October 24th in order to close on the building adjacent to our property. God can use you to help expand His work in Chicago. NJEC is a 501(c)3 organization and will provide tax receipts for all donations.

We firmly believe in the words of Luke 6:38 and its implications for this mission: **"Give, and it will be given to you. A good measure, pressed down, shaken together and running over, will be poured into your lap. For with the measure you use, it will be measured to you."**

To donate online and learn more about NJEC, please visit our website at www.NJEChurch.org and our Facebook page www.facebook.com/NJEChurch. Our mailing address is 1706 E. 75th Street, Chicago, Illinois 60649. If you have any questions, please contact Jasmine Armand at 312-593-6264 and jasmincarmand@gmail.com or Marie Theodule at 773-573-6048 and marie_theodule1@yahoo.com. We thank you again for your consideration in this emergency matter.

Sincerely,

Yves Theodule, *Pastor*
New Jerusalem Evangelistic Church
1706 E. 75th Street
Chicago, IL 60649
www.NJEChurch.org
Cell: 773-668-3318
Email: yves_theodule@yahoo.com

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

lerab e menm revòltan ».

Jozye : Fòk nou konsyan e reyalis tou pou nou pa kite bann dejwe yo jwenn mwayen pou mete peyi a sou ray lòbèy ak deblozay. Olye pou yo ta mete tèt yo byen sou zepòl yo pou yon bon mach nan aparèy peyi a, yo kontante yo pou yo ap fè dezòd nan peyi a, paske lespri moun pa a anime yo.

Kolèt : Lopozisyon ayisyèn kann kale sa a, si nou kapab relel konsa, pa yon lopozisyon reyèl, paske li pa ekziste nan tout sans ou chache wè l e konpran li. Pa gen yon fondasyon solid ki garanti avni pep la ki bezwen bonjan lapè l.

Kanje : Nou pa vle rantre nan lojik kritike moun pou granmesi. Nou tout ki la a gen kapasite pou nou jije e konprann evolisyon nou twouve nou tout ye jodi a. Gen moun ki save nan peyi a e menm lòt bò dlo ki refize retire rad fanatik la sou yo pou yo mete rad lojik la k ap bon pou yo. Tèlman opozan ak lòt klik yo pouri nan fè move bagay, peyi nou an prèske fouti.

Jozye : Ou pa manti. Nou nan tout sa k pa bon avèk bann emosyonèl yo ki refize kanpe sou yon sijè e debat li pou yon konklizon valab. Nou oblije di l klè pou lòt jenerasyon yo k ap vin ranplase nou pa jije n kòm move zafè. Nou dwe goumen e rele chalbari dèyè reyaksyonè yo pou bay peyi a yon chans.

Kolèt : Ou pa manti, gason. Se bon bagay w ap di la a e ki gen pwa tou nan tout sans. Nou kapab konstate ke se opozan yo ki neye tèt yo nan malpwòpte, paske pa gen dirijan. Se nan kontèsk sa a pwovèb nou an fè konnen : « *Lè chat pa la, rat pran kalinda* ».

Jozye : Se sa l ye menm e gen yon lojik ladann. Mwen menm ale pi lwen pou m di depi pa gen kou, tèt pa fouti mete chapo. Nou gen yon opozisyon koupyon, yon opozisyon delala ki reyèlman p ap regle anyen serye. Nou bouke avèk bann malonnèt yo. Nou pa fouti konprann moun ki rele tèt yo opozan san yo pa gen yon altènativ komen pou rive kote yo vle ale a. Ayisyen nou wè la a mechan anpil.

Kanje : Moun sa yo k ap ranse tout lasent jounen pa vin regle anyen serye pou yon bon amelyorasyon e pou yon chanjman reyèl e dirab pou kore sosyete nou an. Nou gen yon bann woulibè ki pran plezi pou simaye divizyon.

Tom : Sa mesye yo t ap tann nan pa rive aprè 12 janvye 2015 lan ki sot pase a. Men nou gentan gen 3 mwa depi evenman an pase san okenn malè e ke nouvo gouvènman Mateli/Pòl la ap travay pou yon amelyorasyon nan peyi a. Prezidan Mateli gen pwoblèm depi 14 me 2011 jis jounen jodi a anba yon bann palmantè 2 grenn gòch ki jete yo tèt bese.

Nou dwe kole zèpòl pou n pa tounen ennmi

Jozye : Pandan yo t ap kalbende nan fè dezòd nan yon MOPÒD, machann dezòd e k ap fè dezòd nan Pòtoprens. Van an vire e tout bagay pral pran plas yo nan mete tout rekalsitran anba kòd san epaye pèsonn. Dra iminite a ki te kouvri senatè ak depite yo leve pou yo sispann divage e di tout sa yo vle san respè.

« *Se Ayisyen ou ye, frè mwen*
Ou dwe renmen peyi w
Sispann pale peyi w mal, sè mwen
Pa mete tèt ou ansanm avèk lòt yo pou kraze l
Respè se yon devwa sakre… »

Toma : Ou pa manti. Prezidan Mateli bay twòp piyay ki lakòz bann denmeplè yo ap fè tout sa k pa sa. Mesye yo konnen trè byen sa y ap fè. Dayè, prezidan Mateli pwouve yo tout bon ke pale anpil pa janm regle anyen e ke li menm ap travay pou yon amelyorasyon nan peyi a. Se poutèt sa nou tout kapab di :

« *Pinga janm tounen yon Neyon egri pou frè w*
Tankou anpil vagabon, foli pouvwa
Ki pa janm travay pou yo fè yon fondasyon solid
Pou soulaje soufrans ak doulè pèp la
E menm pou yo ta ede peyi n ki nan touman
Nan yon tèt chaje ki reyèlman pa gen parèy
Pinga fè tankou yo pou twouble lapè piblik
Fè tout sa w konnen pou pa trayi konpatriyòt ou... »

Jozye : Ala bèl bagay pou nou tout konstate ke fòs malè peyi a kòmanse disparèt sou teren an e nan tout rakwen. Se pou tout avadra sa yo konprann nou se yon sèl pèp, menm nasyon e ke nou dwe manifeste lanmou pou peyi n san okenn pretansyon. Peyi Dayiti se peyi nou tout li ye e nou dwe l tout swen posib.

« *Pa renmen lòt peyi plis ke pa w la*
Ayiti, pa lòt bagay, peyi w e peyi zansèt yo
Evite denigre peyi w nan nenpòt sikonstans
Pinga jamè dezonore peyi w, pitit gason mwen
Ou menm pitit fi mwen, respekte konpatriyòt ou
Pa janm avili yo avèk vye mo ki p ap itil ou anyen
Gade nan glas, wa rive wè yo tout se pòtrè w
Pinga janm kite remò pran ou pou di tenten
Peyi w, bèl ou lèd nan tout sans, dwe toujou bèl
Se verite sou tanbou ki dwe rete nan ou menm.. »

Tom : Se divizyon sa a ki blayi nan peyi a ki anpeche n fè tout bon bagay ki t ap bon pou nou. Se pou nou tout fè jefò solid pou n rekonsilye pou nou kapab itil peyi nou.

« *Pa janm bliye lòt yo ki se frè ak sè w nan ekzitans ou*
Ou dwe renmen yo tout tankou w renmen tèt ou
Pa janm kite etranje ensilte peyi w nan tout sans
Ou p ap janm grandi e rive pi lwen si w ap kraze lòt yo
Gen yon pakèt ki fini tankou yon kreyon nan egoyis yo
Yo tout pa sensè nan demach yo kòm panzouyis fini
Atansyon, pitit mwen yo, pran anpil prekosyon
Pou nou pa ateri tout boulin nan kalfou tenten… »

Kolèt : Nou pa fouti konprann kote anbisyon mesken bann vagabon, denmèplè yo ap rive, paske nou pa wè okenn jefò yo fè pou yo chanje mantalite yo. An verite, yo tout nan kafou tenten, paske yo pa konnen ki sa yo vle. Se ta bèl bagay si nou ta itilize linyon ak respè youn pou lòt la ki se sèl mwayen pou n pwogrese.

« *Na va ri yo tout pou n pa chape nan betiz y ap fè chak jou* ».

Tom : Nou gen yon bann sousè ki reyèlman pa janm satisfè de anyen depi se pa zafè pa yo. Nèg yo refize fè respè yo nan tout sans. Se yon bagay ke m pa fouti konprann. Mwen ta renmen pou gen yon chanjman total kapital nan ramase karaktè nou, paske « *nou tout se Ayiti* ».

Respè a enpòtan pou tout moun

Jozye : Mwen kwè se sa li ye, menm si nou konnenm responsabilite nou. Mwen klè sou sa. Nou pa gen respè youn pou lòt yo ki se sèl mwayen pou n rive fè pwogrè. Men vwazen nou ap pwogrese e nou menm fè bak, ratresi pou yo bliye nou nan monn nan. Mezanmi, an nou pran konsyans !

Toma : Se sa menm. Nou dwe fè tout sa n konnen pou n ini nou, paske pa gen lòt mwayen pou n rive ke kolaborasyon. Si chak nan nou te fè jefò pou ede peyi a nan fason nou reponn bezwen pesonèl ak fanmi ak zanmi nou.

Klodèt : Nou vin tounen dèyè nan tout sans, pou m pa di devan pòt tounen dèyè kay. Alò, nou tout dwe fè yon chenn kolaborasyonyon pou n kontinye sèvi peyi nou san rankin avèk lanmou youn pou lòt. Konsa manman nou a sispann kriye e menm plenyen :

« *Ki jan nou fè mechan konsa*
Lèm te fè nou, nou pa t konsa
Si yon pitit vle ban m manje
Paske li wè m soufri ase
Se pa pou sa pou n agase l
O kontrè, nou te dwe ede l
Li deside wete m sou do
Ou ta sipoze ban m ti dlo.
Mwen gen lontan m ape soufri
Tèlman nou rann lavi mwen di…»

Jozye : Mwen kwè ou fè tout. Bann ensanse yo tèlman fache e sezi tou, yo pran wont sèvi kòlè e voye yon plòt krache anlè ki tonbe dwèt sou do nen yo. Nou pa bezwen bann ipokrit yo ki gen pou pasyon bay panzou. Y ap pran echèk sou echèk, paske pa gen youn ki gen pèsonalite. Se yon pakèt sanwont.

Kanje : Yo prefere fè politik rat dokale pou wonje pwòp tèt yo. Kite yo rete nan voksal yo pou yo tonbe malkadi, konsa y ap wè yo fèmen nan yon vye bwat pou yo pa janm chape.

Tom : Ou pa manti, Jozye! Mwen pa gen yon moun pou m pè pandan m ap viv sou tè a. Enterè m se peyi Dayiti.

Kolèt : Mwen konn sa, frè mwen. Kite yo rete ap betize, ranse tout lajounen pandan Mateli li menm ap travay pou amelyore kondisyon lavi a.

Jozye : Pa gen yo youn k ap pran pouvwa a ankò. Tinèb dejaechwe san li pa menm reyalize sa. Jodi a se gwo pous li l ap mòde, jiskaske l enfekte pou l pèdi l nèt.

Tom : Mwen dakò avèk ou tou. Nan pwen anyen yon moun fè sou tè a pou l pa peye l. Nèg yo ap konplote pou jete Mateli ki definitivman pa gen okenn kote li prale pou bon travay l ap fè pou ede peyi Dayiti ki jwi yon pakèt privilèj, respè nan peyi etranje e ki reprann plas li nan konsè tout nasyon yo.

Jozye : Mesye yo se bann gate pati e yo toupatou pou ap aji nan move zak. Mwen kwè se popilarite ak pwomosyon gouvènman an san yo tout pa rann kont e reyalize yo nan ka tou.

Toma : Yo manniganse kont yo pou te enpoze l gen yon Premye minis. Yo fè kont vye mannèv yo pou l pase 6 mwa san yon gouvènman, daprè Konstitisyon 1987 la. Mannèv 2 grenn gòch avèk dilatwa nan Palman pa enpoze l fonksyone nòmalman. Yo fè kont konplo mare pou jete l, men li la pirèd. Kisa yo te konprann ?

Klodèt : Opozisyon komokyèl la e san avni nan lakou Pòtoprens montre dirèkteman lèdè li nan mouvman panzouyis pou pwouve ke pa gen sa yo rele demokrasi tout bon vre nan peyi Dayiti, men yon sosyete demonyak ki vle gaye demonkrasi nan peyi a, daprè tout moun serye k ap swiv evolisyon bagay yo nan peyi a.

Jozye : Tout moun dakò ke dezòd itilize pa panzouyis yo pa rive okenn kote e li pa jistifye. Se yon lojik ke okenn rekalsitran pa fouti diskite. Se sèl peyi nan Karayib la ki enstitisyonalize mouvman « *retire-ranplase* » ki anpeche peyi Dayiti fè yon pa ann avan. Depi 7 fevriye 1986 ki rete yon souvni pou tout moun ki te viv epòk Franswa, Papa Dòk ak Jan-Klod, Bebe Dok, lè Jan-Klod ki te ranplase papa l kòm prezidan avi an avril 1971 te kite peyi a pou l t ale ann ekzil nan peyi Lafrans kote li te pase 25 kan e li te retounen nan peyi a avan fen manda prezidan Preval ke tout moun te rele prezidan bèbè. Se menm ansyen prezidan avi sa a ki pat pè pou l te mande bann panzouyis yo ki sa yo te regle nan peyi a depi tout tan sa a mwen fè deyò a ?

Kanje : Mesye ki rele tèt yo opozan nan peyi a pa janm regle anyen serye ke kritike e òganize manifestasyon pou penmèt bann vagabon yo krazebrize. Se yon fè eksprè ke mesye-dam yo fè pou anpeche devlopman peyi a bouje. « *Nou gen yon Palman ostil e ki vle mennen yon diktati palmantè malatchonn nan peyi a nan voye monte tout jounen san menm oze vote lwa ki nesesè yo nan peyi a, paske se yon bann payas ki definitivman pa konn wòl yo* ». daprè yon sitwayen ki te nan opozisyon an e ki reyèlman pa mele nan salte Nèg ak Nègès yo ap fè nan peyi a pou yo pran pouvwa a daso.

Jilbè : Nan yon peyi kote demokrasi aplike reyèlman, bann san wont sa yo te dwe mare pou twouble lapè piblik, pou n repete aprè yon diplomat. Nou nan yon sitiyasyon egzajere kote nou wè ke difikilte ke woulibè yo mete nan peyi a depase limit.

Tom : Se sa li ye menm ! Nèg ak Nègès yo se gate pati. Tout moun wè kounye a avèk ki moun pèp la ann afè. Se menm ekip konplotè yo ki te touye lanprè Jak premye, pou m pa di Jan-Jak Desalin nan Pon Wouj 17 oktòb 1806. Nou pa fouti bliye dat sa yo ki enpòtan pou nou. Nèg yo pa fouti kalkile ni reflechi paske jou a ap rive sou yo pou yo sispann fè tenten.

Jilbè : Yo pa gen jèn e yo pa gen nen nan figi yo. Yo pa gen travay pou yo fè. Yo vin tou cho, tou bouke pou fè landyèz. Se yon bann reselè, vagabon ki pran pouvwa a daso pou yo konpran yo kapab mele moun. Se yon bann blofè ki konprann yo kapab devye pèp la nan wout li. Yo twò piti pou yo rete pèp la ki pa ni pran, ni bay.

Kolèt : Mesye yo pa vin pou konstwi, men pou detwi tout bon valè ki rete nan peyi a. Gen yon seri akizasyon ki fèt andeyò limit yo. Se pou Lajistis pran plas li pou evite tout derapaj sa yo. Je pèp la kale pou li swiv tout move bagay k ap pase ozalantou li.

Kanje : Nou kwè pèp la dwe pran yon fèm desizyon pou bay tout move sije sa yo monnen pyès yo, ki anpeche peyi a devlope e fonksyone nòmalman. Anverite, ti Nèg Dayiti anraje pou fason yo opere e yo aji tou.

Jozye : Se pou Ayiti dekole pou l rive nan yon pozisyon kote bagay yo kapab benefisye l nan tout sans. Nou p ap kite bann bagabon yo ap banbile tout lasent jounen pou fè peyi a tounen yon ribanbèl. Se pou nou pare pou tout kou, kèlkeswa kote y ap soti pou nou ede peyi nou nan tout jan.

Kanje : Peyi a bezwen bourad nou pou li itil e k ap penmèt li dekole. Jodi a bann mechan yo, ki nan peyi a nan tout kwen ap banbile, fè tout move bagay pou yo rete okipe fonksyon yo genyen an. Yo pa manke odasye. N ap tann yo tout nan kafou tenten. Ya va wè e ya konprann tout bon ke yo tout te nan manti !

Kolèt : Moun sa yo se gate pati. Depi enterè pa yo atake e menm sa tou, yo bay nenpòt manti. Nou pa wè moun sa yo ap kontinye bay manti depi 2011 pou rive jouk jounen jodi a. Malgre yout sa yo fè, yo toujou rete mennman-parèyman.

Jozye : Pèp ayisyen deja pran nòt ak foto yo pou ba yo monnen pyès yo san manke yon santim. Yo mèt ranje kò yo, paske woulo konpresè a ap pase pran yo kanmenm. Yo konprann se yo menm sèl ki gen lavwa ochapit. Y ap betize e yo gen pou yo nan tout sa k pa bon nan move ajisman yo.

Kanje : Bagay ki grav la yo tout fouti. Yo benyen nan dlo Lavalas ki gate po yo e ki nòmalman aji sou fason yo rezone pou yo pa janm fè yon pa ak avans tou. Mesye-dam, mwen pa fouti konprann sa k ap pase devan je nou la a. Bagay sa a fè m mal anpil pou wè se nan eta sa a peyi nou tonbe nan vye ajisman bann ensanse yo. Yon bann demagòg ak sendenden ap fè tenten tout lajounen pou antrave peyi a nan tout devlopman li. Se yon veritab dezòd ki dwe sispann nan peyi a pou pèp la kapab respire bon jan van.

Jozye : Mezanmi, moun yo bay lòt yo ki konsyan degou ak repiyans. Bondye Papa nou, se ou menm ki konnen sa w ap fè pou peyi n. Nou mande souple pou chase tout denmon ak satan ki enpoze n viv nan lapè. Se w pou pernmèt Sen Michèl defann nou nan tout sikonstans kont tout degoutan yo.

Jilbè: Ou se Papa nou e n se pitit ou ki respekte w e fè volonte w sou tè a. N ap mande w pou akonpaye nou nan tout sa n ap fè pou ede peyi nou. Se pou tout tèt satan kraze e konsa na va gen repo lespri nou.

Kolèt : Nou dwe viv avèk lespwa pou nou pa tonbe nan falèz. Mwen kwèe Granmèt la ap tande n pou bagay yo kapab fèt. Men fè nwa fin bare nou nan pak la. Ann ale lakay nou ! Se te yon plezi pou n te chita ansam ap change opinyon sou kesyon lakay.

Jan Bèbè
29 avril 2015

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering
We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 15

ÈSKE W AP CHÈCHE ÈD OU KAPAB FÈ KONFYANS POU ZAFÈ IMIGRASYON?

NOU LA POU EDE.

RELE NIMEWO ENPÒTAN NEW YORK STATE NEW AMERICANS LAN POU W JWENN ENFÒMASYON GRATIS E KONFIDANSYÈL SOU ZAFÈ IMIGRASYON, JWENN REFERANS SOU AJANS KI KAPAB EDE W EPITOU DENONSE MÈTDAM YO.

PA PRAN NAN BLÒF SOU ZAFÈ IMIGRASYON!

1-800-566-7636

@nysnewamericans /nysnewamericans

www.newamericans.ny.gov

NEW YORK STATE OFFICE for NEW AMERICANS

Brought to you by the New York State Office for New Americans

Journal du 29 avril - 6 mai 2015:HO 4/28/15 3:37 AM Page 16

WE'VE GONE TO GREAT LENGTHS
TO ENSURE YOU CAN DO THE SAME.

THE 2015 CHEVROLET MALIBU WITH AN EPA-ESTIMATED 36 MPG HIGHWAY.
The Chevrolet Malibu offers seamless stop/start technology that can automatically shut off the engine when the car is stopped to increase fuel efficiency.* So by stopping, you'll be able to keep going and going.

"Most Dependable Midsize Car" in 2015**

CHEVROLET MALIBU / FIND NEW ROADS™

*Malibu with 2.5L engine 25 MPG city. **The Chevrolet Malibu received the lowest number of problems per 100 vehicles among midsize cars in the proprietary J.D. Power 2015 Vehicle Dependability Study.SM Study based on responses from 34,372 original owners of 2012 model-year vehicles after three years of ownership about problems experienced in the past 12 months. Proprietary study results are based on experiences and perceptions of consumers surveyed November–December 2014. Your experiences may vary. Visit jdpower.com.

CHEVROLET